This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

LES DERNIERS MOMENS

DE LA

RÉVOLUTION

DE POLOGNE.

Les Exemplaires voulus par la loi ont été déposés. Tout contrefacteur ou débitant de contrefaçons sera poursuivi suivant la rigueur des lois.

LES DERNIERS MOMENS
DE LA
RÉVOLUTION DE POLOGNE
EN 1831,
DEPUIS L'ATTAQUE DE VARSOVIE;

RÉCIT

DES ÉVÉNEMENS DE L'ÉPOQUE,

ACCOMPAGNÉ

DES OBSERVATIONS ET DES NOTES HISTORIQUES.

PAR

JEAN-NÉPOMUCÈNE JANOWSKI.

Citoyens, que d'autres vous tracent des tableaux flatteurs, je viens vous dire quelques vérités utiles !

M. R.

A CONDÉ-SUR-NOIREAU,

CHEZ J.-P. AUGER, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

A PARIS,

CHEZ { RORET, LIBRAIRE, RUE HAUTEFEUILLE ;
LECOINTE ET POUGIN, QUAI DES AUGUSTINS, N° 49 ;
HECTOR BOSSANGE, QUAI VOLTAIRE, N° 11.

1833.

BIBLIOTHECA · BODLEIANA

AU LECTEUR.

Pour annoncer des mémoires sur un gouvernement absolu, il faut de toute nécessité, avoir été général, ministre, diplomate, courtisan, courtisanne, ou valet de chambre. Pour annoncer des mémoires sur une révolution, il ne faut, ce me semble, qu'avoir été révolutionnaire. C'est là le motif qui m'a porté à publier en peu de mots les derniers événemens de la gigantesque entreprise du peuple polonais. J'y ai ajouté plusieurs notes sur les personnages qui ont joué un rôle important, et sur lesquels l'opinion n'est pas encore fixée à cause du peu de véracité ou du peu de connaissances des écrivains tant indigènes qu'étrangers.

Je regrette beaucoup de ne pouvoir mettre sous les yeux des amis de la liberté universelle et de ceux de notre cause, un essai plus vaste. J'espère cependant que mon livre fera connaître à la fois comment la révolution fut administrée et comment elle devait l'être pour être sauvée.

Un aperçu général eût peut-être satisfait beaucoup de lecteurs, mais comme mon exposé des faits qui se passèrent à l'agonie de

notre mouvement politique, dont j'étais témoin oculaire et dont j'ai des renseignemens positifs (1) ne doit servir qu'à l'histoire, j'espère trouver de l'indulgence dans ceux qui aiment à connaître les événemens pour les apprécier par eux-mêmes, d'autant plus que la pensée que j'ai voulu faire prédominer, se trouve plus clairement résumée dans la fin. On y verra que ce n'est, comme partout, que l'indifférence pour l'amélioration du sort des masses et la désapprobation ou l'ignorance du principe révolutionnaire qui ont causé nos malheurs.

On ne trouvera pas mauvais que j'attaque quelques misérables et beaucoup plus encore d'enragés modérés ; car il y a partout des monstres et des égoïstes qui détruisent le bien-être général, car il y a partout des faux patriotes et des faibles qui paralysent les plus beaux efforts du peuple. Et si l'on m'en blâme, j'en appelle à mes juges compétans, à ma conscience et à l'histoire qui, n'étant pas *un miroir sans tache où tout homme puisse refleter purement son image*, va fournir des preuves plus évidentes en ma faveur. Laissant donc les ignorans et les spéculateurs créer par centaines de grands hommes, et les éterniser par leurs portraits, je ne dissimule rien, car

je crois devoir imiter le citoyen romain qui a voulu que tout le monde vît ce qui se passait dans l'intérieur de sa maison. Si les chefs de la révolution avaient été effectivement grands hommes, la Pologne n'aurait pas subi le sort qu'elle éprouve aujourd'hui. Sa chute est le meilleur appui de mes assertions.

Si l'on me dit qu'il n'y avait point de trahison, mais seulement des fautes, suite de trop de bonté et de la douceur des mœurs nationales; en demandant la réfutation des faits, je repondrai que la bonté et la douceur dans une révolution sont une extravagance dont les progrès des lumières et de l'humanité aussi bien que l'expérience acquise depuis soixante ans auraient dû nous guérir.

Nos *nobles* ancêtres n'ont pas réussi, à plusieurs reprises, et nous ne réussirons pas non plus à reconquérir l'indépendance et l'intégrité des frontières avant que nous n'ayons renoncé à notre *noble* patrimoine. Ce n'est que la liberté fondée sur l'égalité qui peut ressusciter la Pologne, dans une occasion favorable, et je l'espère, cette occasion se présentera. Plantons un arbre de vraie liberté, et ses fruits ne manqueront pas d'être goûtés par les esclaves des steppes du nord..... Car là aussi sur les

gique d'un homme vraiment populaire. C'était assez pour lui d'admirer les institutions de l'ancienne oligarchie nobiliaire. Vincent Niemoiowski n'était pas dans la capitale ; et d'ailleurs ses principes ne lui auraient pas permis de s'élever plus haut. Czartoryski (2) et Niemcewicz (3) ont eu à leurs ordres toute la nation ; l'un et l'autre divinisèrent Chlopicki, dont Ségur avait rehaussé les capacités militaires, et dont les querelles personnelles avec le tzarevitsch étaient prises pour les preuves d'un patriotisme inébranlable. Celui-ci devenu l'idole du peuple et principalement de l'armée, fut approuvé dictateur et finit par abuser de ce terrible pouvoir en se faisant perfide temporisateur. Au lieu d'étendre l'incendie, il l'éteignait ; au lieu d'aller en avant vers la Lithuanie et de l'insurger avec les provinces adjacentes, il ne fut que préfet de police et toute son œuvre fut de faire régner l'ordre à Varsovie et dans l'intérieur du quasi-royaume. Ce sont les émissaires de Constantin qui, à ce qu'il paraît, l'ont tiré de son oisiveté peu louable, aidés de sa fausse renommée de patriotisme et de génie militaire, et qui sont parvenus à le faire maîtriser le mouvement révolutionnaire à-peu-près pendant trois mois. Ses aveugles adorateurs ne cessaient de leur côté de fausser les esprits et l'opinion publique, et la révolution une fois égarée se détournait rapidement du chemin qu'elle devait prendre et suivre toujours. Depuis, l'erreur fut continue, et de si entreprenants soldats ne purent avoir un chef capable. Le com-

mandant en chef qui lui succéda, le très-dévot général Skrzynecki (car le prince Michel Radziwill ne commanda que de nom, étant dirigé par l'ex-dictateur), continua insensiblement ce système de temporisation qui convenait tout-à-fait sans doute à son âme chevaleresque, et comme je viens de dire très catholique (4). La faiblesse, l'indolence, l'incapacité et même la mauvaise foi régnèrent partout; tout s'en alla à l'abandon. Point d'hommes de talent parmi les administrateurs; point d'énergie parmi les gouvernans en chef; point d'hommes qui aient pu ou voulu s'élever à la hauteur de leur mission. Malgré l'indolence de la diète qui au lieu de pousser la révolution avait besoin d'être poussée par elle, Chlopicki et Skrzynecki pouvaient reconquerir aisément l'ancienne force de la patrie et la faire briller d'un nouvel éclat; mais l'un entouré de la jeunesse académique dont il se fit des licteurs sembla imiter Fabius, et l'autre voulut singer Napoléon, ayant regagné par l'affaire de Wawer la confiance qu'il avait perdue par ses négociations secrètes avec Diebitsch, croyant que son envie de dominer valait le génie despotique. Malédiction sur eux! car égarer une révolution est le plus grand des crimes, comme l'a dit Potter.

La fortune enfin devenue lasse de protéger nos coryphées, les abandonna complètement. Nos malheurs, suites de grandes fautes et de perfides menées, furent bientôt palpables et presque irréparables. Il nous fallait un grand génie militaire et patriote;

mais on n'a su ni voulu le trouver, et des aristocrates, des traîtres plus ou moins déclarés, parvinrent à l'emporter même sur le juste-milieu. Voilà en peu de mots ce qui mena à une si misérable fin une insurrection si grande, si hardie, si juste et si pleine d'espérance les premiers jours.

Jetons un coup d'œil sur les forces que nous avions avant l'attaque de Varsovie.

L'armée retirée du camp de Bolimow se composait de 47,699 hommes d'infanterie, de 9,284 de cavalerie et de 2,875 chevaux d'artillerie. Dans les contrées de Cracovie et de Sandomir il y avait un corps de quelques mille hommes, composé en partie de troupes régulières. En outre nous avions dans nos mains les fortes places de Praga, de Modlin et de Zamosc avec les garnisons dont le nombre des soldats montait à 12,000. Plusieurs corps de partisans combattaient aussi dans différentes directions du pays. L'artillerie de campagne avait plus de 150 pièces de canon, et les remparts de la capitale étaient couverts de 120 bouches à feu en fer (5).

Mais la ville entourée par l'ennemi manquait d'approvisionnemens. Il ne restait que deux voies de salut : prendre l'offensive et combattre sous les murs, ce qui a été rejeté par le conseil de guerre ; ou laisser près des remparts une force suffisante pour la défense, et envoyer le reste sur la rive droite de la Vistule, pour établir des communications de l'est et du nord et fournir des vivres à la capitale. Cette dernière mesure fut adoptée, et on envoya :

1° Le général Romarino avec un corps de 22,600 hommes et 42 pièces de canon :

(*a*) Pour tenir en échec les corps de Rosen et de Golovin qui venant de Brzesc-Litewski, avaient pour but de cerner Varsovie sur la rive droite ;

(*b*) Pour empêcher l'établissement d'un pont que le maréchal Paszkiewicz se préparait à jeter sur Gora, pour se mettre en communication avec ces deux corps ;

(*c*) Enfin pour nettoyer le pays jusque vers Siedlce, y faire vivre le corps chargé de cette opération et en tirer de quoi fournir des subsistances à la ville menacée.

2° Le général comte Thomas Lubienski avec un corps de 4,000 chevaux et 4 pièces de canon fut envoyé dans le palatinat de Plock, lequel passant jusque vers Nieszawa, mettrait ce pays battu par les cosaques à notre disposition, interromprait les communications de l'ennemi avec sa ligne d'opération et approvisionnerait Modlin.

Le général Romarino nettoya la rive droite jusqu'à Terespol, mit en déroute une brigade du corps de Rosen qu'il poursuivit jusque sur l'autre rive du Bug ; malheureusement il s'aventura trop. Nous le suivrons plus tard dans sa conduite. Lubienski n'avait pas une grande tâche à remplir ; il se réunit ensuite à l'armée principale sous les murs de Modlin.

L'ennemi, quoiqu'il eût appris cette diminution de nos forces, n'avait pas cependant assez de con-

nous avons tous juré de vaincre ou de mourir ; il n'y a pas d'autre chance pour nous ; si nous ne sommes pas vainqueurs, nous mourrons. Nous avons saisi les armes pour venger sur l'ennemi qui nous opprimait, les outrages dont il nous a flétris. J'ai besoin de toutes les troupes régulières pour faire face à l'ennemi, pour l'écraser. *La garde nationale doit maintenir l'ordre et la sûreté dans la capitale ; je me repose sur elle de ce soin.* Que tous les partis se taisent, car ce n'est pas pour les partis, ce n'est pas pour l'élévation de ceux-ci ou de ceux-là, mais c'est pour reconquérir l'indépendance que nous avons pris les armes. *Si la garde nationale ne seconde pas mes efforts, je quitterai les rênes du gouvernement, car sans elle je ne réussirai pas.* » Un cri unanime s'élève : « *Vive le président du gouvernement national ! vive le général Krukowiecki !* » — *Vive la patrie !* » répondit celui-ci et il s'éloigna.

Après la revue, les gardes nationaux, en entrant chez eux, commencèrent à méditer sur les paroles des discours prononcés. On se demandait non sans étonnement pourquoi Krukowiecki n'avait pas parlé de l'emploi de la garde nationale à la défense des remparts, pourquoi il n'avait rien dit de l'armement de la garde de sûreté ou de la masse du peuple ; mais s'était contenté de témoigner l'inquiétude que lui inspiraient les dissentions intestines, inaperceivables jusqu'alors. On donnait à ses paroles différentes interprétations ; beaucoup de patriotes y voyaient un fâcheux augure ; mais la plupart étaient

tranquilles sur la sûreté de la ville, car on croyait trouver assez de garanties pour la cause nationale dans la fermeté de caractère et dans les nombreuses déclarations du président du gouvernement. Personne ne songeait aux troubles.

L'ATTAQUE.

La réponse du président du gouvernement irrita les moscovites et amena les deux fatales journées qui ont été si heureuses jadis sous Kosciuszko, par une levée de siége à laquelle on travaillait inutilement depuis sept semaines et par la retraite de 30,000 Prussiens. Le 6 septembre, vers cinq heures du matin, l'attaque commença.

La redoute de Wola à la confection de laquelle travailla tout ce que Varsovie avait de patriotes, sans distinction de rang, d'âge et de religion, redoute importante par sa position sur une colline dominant la partie sud-ouest de la ville, ne soutint que pendant quelques heures le feu meurtrier de 50 pièces de gros calibre. On n'y avait placé que quatre bataillons des 8me et 10me d'infanterie avec 11 pièces de canon, et ce peu de forces dut succomber devant des masses innombrables dont on avait excité le courage à force d'eau-de-vie, et qui semblaient pulluler de toutes parts. Le général Bem commandant l'artillerie ne s'y avança que trop tard avec une batterie légère et encore sans être protégé

par l'infanterie. Le brave général Sowinski avec une poignée de ses dignes compagnons se retira dans l'église et y fit une résistance désespérée ; mais l'ennemi y pénétra et passa tout au fil de l'épée. Pierre Wysocki, chef de l'immortelle école des porte-enseignes, qui a excité le feu révolutionnaire, et depuis lieutenant-colonel au 10me d'infanterie, y fut grièvement blessé et fait prisonnier.

L'ennemi après s'être emparé de Wola et des collines voisines, s'efforça de pénétrer dans la ville par la barrière de Jérusalem. Cet effort lui coûta bien cher, et toutes ses tentatives ultérieures fûrent également repoussées.

Les nôtres tentèrent aussi trois fois de reprendre Wola ; mais ce poste, encombré par l'ennemi et couvert d'une multitude de canons, ne pouvait être pris que par une force considérable qui n'était pas à notre disposition. J'étais témoin oculaire du sang-froid de nos soldats qui dispersés en tirailleurs ne se laissèrent repousser que par une pluie de mitraille et de balles.

La canonnade qui depuis le matin continua toute la journée jusqu'au-delà de Wola, ne cessa de se faire entendre que vers cinq heures du soir. Nous perdîmes environ 4,000 hommes et la perte de l'ennemi fut au moins double, à n'en juger que d'après le nombre des morts qui se trouvaient dans les fossés de Wola.

Tel fut le résulat de la première journée. Les deux armées conservèrent leurs positions occupées depuis

le matin ; mais l'ennemi se mit à réparer et à diriger contre nous les ouvrages dont il s'était emparé. De notre côté on ne prit aucune mesure, le soir, pour une défense plus sûre, quoiqu'il ne fût que trop évident que l'ennemi dût continuer son attaque. On ne fit même aucune disposition.

Voyons ce qui se passait en ville :

Krukowiecki depuis le matin intimidait le conseil des ministres et les commissions de la diète en grossissant à leurs yeux le danger imminent. Ce n'est qu'alors qu'il avoua que la redoute de Wola (qu'il nomma *la clef de Varsovie*) une fois prise, la capitale allait succomber infailliblement. Ce fut pour augmenter cette alarme que le gouverneur, général Chrzanowski, survint annoncer, quoiqu'il n'en fût rien, que trois bombes venaient de tomber dans la ville. Par ces manœuvres Krukowiecki espérait obtenir l'autorisation de conclure des arrangemens à son bon plaisir. Les commissions de la diète, loin de croire à ses paroles mensongères et comptant sur l'héroïsme de l'armée nationale, lui rappelèrent la loi qui l'autorisait comme président du gouvernement à conclure une convention préliminaire dont la ratification était réservée à la diète.

A peine les membres des commissions furent-ils partis que Krukowiecki confia au général Prondzynski une lettre qu'il le chargea de faire remettre au maréchal Paszkiewicz et qui était conçue en ces termes :

« Le sang a coulé de nouveau ; de nouveau des

» milliers de victimes sont tombés.... Le président
» du gouvernement national croit donc de son
» devoir de demander au commandant des armées
» impériales à quelles conditions il consentirait à
» un arrangement de sa part pour qu'il puisse juger
» si elles répondent à l'intérêt et à l'honneur de la
» nation polonaise ? »

C'est probablement par suite de cette lettre que le lendemain à la pointe du jour arriva le général Dannenberg pour inviter Krukowiecki à se rendre au camp ennemi. (Il faut ici remarquer que Prondzynski avait déjà promis au nom de Krukowiecki de faire par écrit une soumission entière au tzar.) Krukowiecki n'hésita pas un seul instant à accepter cette invitation et se rendit chez Paszkiewicz.

Vers midi, Prondzynski en qualité de commissaire du gouvernement arriva à la diète, qui s'était réunie à dix heures. Il s'efforça dans un discours qu'on lui permit de prononcer après longs débats, de faire voir aux chambres que la ville allait être prise d'assaut dans deux heures. « Et alors, disait-il, disparaîtra tout espoir de sauver Varsovie et ses habitans, disparaîtra le foyer du patriotisme, le dépôt du sort à venir de la patrie, disparaîtra toute possibilité d'obtenir des conditions avantageuses au pays. » Il fut donc d'avis de consentir à des arrangemens qui auraient pour base la conservation de la capitale, le rétablissement du royaume tel qu'il était avant le 29 novembre et

une amnistie générale dont le bienfait pourrait s'étendre à nos frères lithuano-russiens. La diète répondit : *Plutôt mourir que de ternir l'honneur national !*

A une heure après-midi le tonnerre des canons recommença. Les feux concentriques de quelques centaines de pièces se croisèrent dans les airs. L'attaque principale était dirigée contre la barrière de Jérusalem ; mais nos pièces de siège, placées dans cette région, produisirent l'effet désiré, atteignirent la ligne d'artillerie moscovite par son flanc droit, et forcèrent quelques batteries à quitter leur position sur la droite.

L'ennemi renforcé par ses réserves tenta vers trois heures une seconde attaque sur une ligne plus étendue à côté de la chaussée de Raszyn. Mais bientôt il fut écrasé par notre mitraille, de sorte que d'une brigade composée d'un régiment de hussards et d'un régiment d'infanterie, une vingtaine d'hommes à peine purent s'échapper pour aller annoncer leur défaite.

Une colonne de cuirassiers qui venait par la chaussée de Raszyn, pour essayer une charge, éprouva le même sort. Ainsi toutes les tentatives de l'ennemi sur cette ligne furent vaines. Et c'est alors qu'il se porta en masses vers la barrière de Wola. Il foudroya ce côté avec deux cents pièces et parvint à remporter des avantages sur notre artillerie et sur notre infanterie peu nombreuses, ce qui força toute la ligne à se replier en arrière des ouvrages près du

jardin Unruh. On se battit dans ces lieux à outrance, et ce n'est qu'à la troisième attaque que l'ennemi réussit à enlever nos positions. La chaleur du feu qui avait embrasé les maisons à côté du cimetière évangélique ne permit pas non plus à la garnison de ce poste de résister long-temps. De cette manière la seconde ligne sur ce point fut abandonnée et notre défense se réduisit à la faible enceinte de la ville.

L'ennemi s'obstina encore une fois à forcer le passage par la barrière de Jérusalem ; mais cette nouvelle tentative ne réussit point non plus. Il fut chassé des jardins où il avait pénétré, forcé de repasser l'enceinte et repoussé sur tous les points par nos baïonnetes. Alors commença une vive fusillade, entre-mêlée de coups de canon qui continua jusque vers minuit.

Nos braves restèrent maîtres de toutes les barrières, ne cessant pas de foudroyer l'ennemi. C'était un succès assez important si l'on songe que nous résistions à une armée plus de trois fois supérieure en nombre et munie d'une artillerie de plusieurs centaines de pièces ; ajoutons que le commandement n'était presque exercé que par des officiers subalternes, et que Krukowiecki en faisant quitter dans la matinée au deuxième d'infanterie son poste à la barrière de Wola et en le faisant rentrer en ville avec le premier de chasseurs à cheval, pour garder sa personne, avait diminué très sensiblement nos forces.

Ainsi finit sur le champ de bataille cette journée, qui nous coûta tant en tués qu'en blessés, au-delà de quatre mille hommes. Notre artillerie usa plus de 30,000 cartouches. La perte de l'ennemi peut-être portée sans exagération à plus de vingt mille hommes. Ce sont les moscovites mêmes qui l'avouent et on peut le juger d'après les faits suivans du nombre des victimes ; sur la masse des volontaires qui avaient été tirés de la garde tzarienne, pour marcher en tête des colonnes, trente-trois seulement survècurent.

Revenons aux événemens qui se passaient en ville.

Vers les cinq heures après-midi Prondzynski qui, comme Krukowiecki, n'avait point paru sur le champ de bataille, et s'était seulement promené du camp ennemi au palais du gouvernement, qui avait calomnié l'armée nationale en disant qu'elle n'avait pas l'intention de combattre, revint à la diète accompagné du général moscovite Berg, pour lui faire peur de 60,000 hommes d'infanterie et de deux lignes d'artillerie ennemie prêtes à l'assaut, tandis que des prisonniers de guerre et quelques transfuges assuraient que l'ennemi allait manquer de munitions. La diète répondit : *Les représentans de la nation attendront sur leurs sièges les événemens de l'assaut !*

Pendant que cela se passait, Krukowiecki tramant la plus indigne trahison, donnait et reprenait sa démission. Parvenu enfin à être autorisé par la diète

à conclure un arrangement tendant à la pacification (*weysc w uklady donzonce do ukonczenia walki*), il écrivit en français au tzar la lettre suivante de soumission, qu'il a remise à Paszkiewicz :

« Sire,

« Chargé dans ce moment même du pouvoir de » parler à votre majesté impériale et royale, au » nom de la nation polonaise, je m'adresse par » son exc. le maréchal comte Paszkiewicz d'Erivan » à votre cœur paternel. En se soumettant sans » aucune condition à votre majesté son roi, la » nation polonaise sait qu'elle seule est à même de » faire oublier le passé et de guérir les plaies pro- » fondes qui ont laceré ma patrie. »

Signé : Le comte Jean KRUKOWIECKI, général d'infanterie, président du gouvernement.

En attendant la réponse les deux contractans cachetèrent les conditions sous lesquelles Varsovie devait être évacuée et d'après lesquelles l'armée polonaise devait se rendre dans le palatinat de Plock. Le lendemain, c'est-à-dire le 8 septembre, l'ennemi devait occuper la capitale. C'était la condition d'une amnistie pour tous les événemens arrivés depuis le 29 novembre.

La diète n'en savait rien croyant apparemment qu'une transaction définitive ne pourrait être conclue sans sa préalable ratification, comme l'exigeait une de ses lois précédentes ; et quand le remplaçant du commandant en chef, apprit avant dix heures du soir à son maréchal le comte Vladislas Ostrowski

que Krukowiecki avait donné ordre aux troupes de commencer la retraite sur Praga, en vertu d'un arrangement secret; le maréchal se rendit aussitôt chez celui-ci et après lui avoir représenté qu'il abusait de ses pouvoirs, il le pria de lui faire savoir les conditions de la convention conclue ; Krukowiecki répondit : « *Il n'y a rien de fait ; écoutez cette canonnade, regardez cet incendie ; c'est ainsi que Paszkiewicz accepte les propositions dont j'ai chargé le général Prondzynski !* « *Quelles propositions ?* reprit le maréchal de la diète: *Ce matin*, continua Krukowiecki, *vous avez refusé des arrangemens avantageux, à présent j'offre une soumission complète et les moscovites n'y consentent plus !* » Après cette déclaration Ostrowski le somma de donner sa démission par écrit et d'y comprendre les dix heures au bout desquelles son pouvoir finissait ; il retourna à la diète et après qu'il lui eut exposé l'état des choses, celle-ci procéda à la nomination du nonce de Warta Bonaventure Niemoiowski comme président du gouvernement. (7)

Vers minuit les deux négociateurs Prondzynski et Berg revinrent encore du camp moscovite pour signer définitivement la transaction. La position du nouveau gouvernement était difficile ; d'un côté la retraite commencée sur Praga depuis six heures, et la défense de la ville abandonnée sur plusieurs points en vertu d'un simple ordre de Krukowiecki, à l'insu du remplaçant du commandant en chef, rendait impossible une résistance efficace à l'assaut qui au

bout de quelques instans pouvait être renouvelé, d'autant plus que la garde de sûreté n'était point appelée à la défense des barricades et ne pouvait être si subitement rassemblée ; de l'autre côté on proposait des conditions incompatibles avec ce qu'on nomme *l'honneur national.* Dans cette position fâcheuse, Berg fit savoir au nouveau président qu'il n'avait à faire qu'avec Krukowiecki. Celui-ci était absent; on envoya donc le chercher; et en attendant l'évacuation se continuait. Comme on ne pouvait trouver Krukowiecki, le prétendu remplaçant du commandant en chef, le vieux général Casimir Malachowski, se vit dans la nécessité de signer une lettre adressée à Paszkiewicz, dans laquelle, pour sauver la ville, il lui promettait de la quitter sans délai, aussi bien que le faubourg de Praga, et de le rendre avec le pont à l'ennemi ; il se réservait cependant de pouvoir emporter tous les bagages et matériaux militaires; de plus, il devait être permis à tout le monde de suivre librement l'armée polonaise, pendant quarante huit-heures. On accepta ces conditions, mais aucune d'elles ne fut remplie; de plus, on laissa par générosité quelques milliers de prisonniers pour renforcer l'ennemi affaibli.

Ces scènes se passaient à la diète. Voyons maintenant ce que pensait la population.

Personne ne songeait que la défense de Varsovie dût avoir un aussi triste résultat. Tout le monde se promenait paisiblement sur les places publiques, sans s'attendre à aucun danger puisque l'on n'était

invité par personne à saisir les armes. On croyait que le président prendrait pour une défense opiniâtre des mesures aussi énergiques que les paroles de ses dernières proclamations. Ce ne fut que le soir, quand le faubourg de la barrière de Wola d'un côté, et de l'autre Czerniakow, village voisin, livrés aux flammes éclairèrent la ville, que les esprits s'inquiétèrent. Cette inquiétude fut augmentée par le transport des bagages à Praga, qui s'effectuait dans ce moment et dont les motifs étaient ignorés. On commença donc à parler de la capitulation projetée; on commença à murmurer de la trahison. La plus grande partie de la garde nationale, dont les officiers supérieurs étaient de riches boutiquiers, hommes égoïstes et antirévolutionnaires, était placée à la barrière de Powonzki et à celle de Marimont où il n'y avait rien à craindre et où les nouvelles de l'état des choses ne pouvaient parvenir promptement. Son artillerie était seulement employée avec une faible portion de l'infanterie. La population ouvrière était pleine d'ardeur pour le combat; mais elle manquait de chefs et d'armes; celles-ci étaient cachées dans des maisons sous les remparts mêmes, comme me l'avait dit avant minuit le président du conseil municipal Louis Osinski. Cet homme, dans sa position instruit quelques heures auparavant de ce qui se passait, aurait pu s'opposer au mal; mais il était équivoque et indifférent à tout ce qui s'était fait depuis le 29 novembre.

Eh bien ! quand Krukowiecki, Prondzynski, Chrzanowski et d'autres agens de l'autorité ne s'occupaient que de capitulation et tramaient la reddition de la capitale, malgré la volonté générale, quand il n'y avait pas de Kilinski (8) qui conduisît au combat le peuple patriote, à qui appartenait-il d'agir ? à la diète. La diète au lieu de répondre vers cinq heures à Berg et à Prondzynski qu'elle attendrait sur ses sièges les événemens de l'assaut; au lieu de laisser Chrzanowski parcourir la capitale et de déclarer que quiconque oserait sonner le tocsin et prendre les armes pour courir aux barrières, serait fusillé sur le champ, la diète, dis-je, devait faire chercher les armes cachées, les partager entre les habitans, se mettre à leur tête et solennellement se rendre aux ramparts; Varsovie sans doute n'aurait pas été vendue, c'était le seul moyen de la sauver dans cette crise. Cette assemblée ne craignait rien tant vraisemblablement, comme on l'avoue à présent, que de mettre les armes entre les mains du peuple désespéré. Je suis aussi persuadé que si la société patriotique avait existé, les forfaits de la lâcheté n'auraient pas réussi. Nous avions des barricades, fortes, bâties exprès depuis plusieurs mois, dans tous les quartiers de la ville, des maisons préparées pour la défense et un peuple enthousiaste pour la bonne cause. Le fer, la pierre, l'eau bouillante, le feu et tous les moyens de destruction que fournit le désespoir, auraient enseveli l'ennemi qui probablement manquait de munitions, dans

les faubourgs incendiés. Paszkiewicz aurait peut-être éprouvé le sort de Pyrrhus à Argos. Mais la diète a mieux aimé imiter les anciens. Cependant je ne partage pas l'avis de l'un de ses membres, Théodore Morawski, qui a dit, comme ministre des affaires étrangères à Zakroczym dans sa circulaire à nos agens diplomatiques à l'étranger, *que l'histoire placerait notre diète au-dessus de ce sénat romain que les épées gauloises n'effrayèrent point.* Pendant que les canons grondaient, ajoutait il, en face des flammes qui embrasaient la capitale, ne se laissant épouvanter ni par des menaces ni par des tableaux déchirans, *elle n'a pas oublié sa dignité et la grandeur de sa mission.* » Qu'on en juge !

Quelques tentatives particulières pour exciter un mouvement populaire, renforcer par là les troupes aux remparts et se défendre jusqu'au dernier moment, n'ont pas réussi, ne trouvant pas d'appui dans ceux qui se disaient revêtus de la majesté du peuple. Mais plusieurs détachemens de nos braves prolongèrent pourtant la lutte jusqu'après minuit, malgré l'ordre réitéré de quitter les postes et d'évacuer la ville. Telle fut la bravoure que montrèrent nos soldats; et des traîtres seuls peuvent refuser de leur rendre justice.

Cum subit illius tristissimæ noctis imago,
Quæ mihi supremum tempus in urbe fuit;
Cum repeto noctem, quâ tot mihi cara reliqui,
Labitur ex oculis nunc quoque gutta meis.

LA RETRAITE SUR MODLIN.

Le soleil s'est levé pour mettre au jour nos malheurs! Varsovie, qui pouvait imiter l'exemple de Saragosse, s'est revêtue de deuil, lorsque ses habitans se sont convaincus que les hostilités n'allaient plus recommencer aux remparts : des militaires dont les blessures commençaient à se cicatriser fuyaient des hôpitaux, pour ne pas tomber aux mains de leurs sanguinaires ennemis; des citoyens qui avaient été postés comme gardes nationaux à l'autre bout de la ville et qui n'apprirent la nouvelle de l'infame transaction qu'à la pointe du jour, passaient en foule le pont de Praga, sans dire seulement adieu à leurs familles ; des mères, des épouses, des enfans dont les cœurs ne battant que pour la cause de la patrie, étaient navrés de tristesse par la catastrophe inattendue, suivaient leurs fils, leurs époux et leurs pères : c'était un tableau déchirant que ma plume ne peut retracer qu'imparfaitement.

Le reste de l'armée nationale qui, lasse de deux journées de combat, veillait aux remparts jusqu'au plein jour, en promenant ses derniers regards sur l'ennemi qui également fatigué se reposait sur ses cadavres et sur les nôtres, passa bientôt à Praga. Au bout de quelques heures toute l'étendue de ce faubourg dévasté fut remplie d'une multitude immense. Chacun en racontant le passé, les forfaits de ceux qui avaient si lâchement abusé de la confiance presque générale, ne respirait que la ven-

geance. Cependant Krukowiecki, qui la veille avait senti le besoin de s'entourer de deux régimens à Varsovie, après avoir fait une promenade à Praga, réussit à repasser vif le pont. Ses perfides menées n'étaient pas encore connues de tout le monde, et ce n'est qu'à cette ignorance qu'il dut son salut.

La diète se rassembla avec le nouveau gouvernement. Le général Casimir Malachowski, qui n'a pas cessé de remplir les fonctions de commandant en chef et qui, à cause de son âge, n'avait pas cette ardeur d'âme, qui souvent tient lieu de capacité, donna ordre aux troupes de se diriger sur Modlin ; personne ne s'y opposa. On a reconnu les traîtres, on a laissé leurs noms aux malédictions de la nation et à celles de la postérité, mais on respectait leur œuvre, l'infame capitulation. Laisser le pont avec les fortifications imprenables de Praga et se rendre à Modlin, pour occuper le palatinat de Plock, c'étaient précisément des conditions de la capitulation ; c'était précisément ce qui au mois de janvier exigeait encore un oukase du tzar. C'est la prudence craintive, c'est le modérantisme qui a égaré l'élan des révolutionnaires, c'est son excès qui a conduit la Pologne au tombeau. Et la diète était un type de modération.

Les hommes qui depuis le 29 novembre conseillaient toujours des mesures énergiques voulaient en toute hâte aller à Siedlce pour joindre Ramorino, passer après la jonction sur la rive gauche de la Vistule, et occuper les palatinats de Cracovie et de

Sandomir. Les montagnes de ce dernier palatinat nous auraient servi de forts; le général Rozycki avait à Oycow une fabrique de poudre ; les patriotes de ces contrées auraient trouvé des moyens de faire amener des armes de la Gallicie ; la ville de Cracovie nous aurait fourni du drap pour les manteaux dont les soldats avaient besoin, à cause de la saison avancée ; enfin le midi de la Pologne n'ayant pas été envahi par l'ennemi, avait des vivres en abondance, tandis que le palatinat de Plock ne nous promettait aucun de ces avantages. Ce projet était en outre fondé sur le simple calcul que les moscovites auraient été obligés de laisser à Varsovie au moins 20,000 hommes pour y maintenir la tranquillité.

Tel était l'avis de quelques uns des hommes du mouvement. Mais ces hommes étaient de ceux qu'on nommait par haine le *club* et nos doctrinaires étaient trop hautains pour suivre les conseils des clubistes. Ceux-ci voulaient marcher à grands pas vers le but de la révolution et se conformer aux circonstances ; ceux-là hommes éminemment modérés et pleins de leurs *nobles* préjugés, ne prenaient que des demi-mesures, et avant d'entreprendre quelque chose se demandaient les uns aux autres : *que dira l'Europe ?* et l'Europe nous a laissés périr.

On prit le chemin de Modlin. Ceux des patriotes qui appuyaient cette marche, espéraient que l'armée recouvrant son enthousiasme ne tar-

derait pas à passer la Vistule sous la protection de la forteresse et à couper à l'ennemi toute communication avec la Prusse et que Ramorino ne manquerait pas de nous renforcer, pour tenter de reprendre la capitale. Le bruit courait alors que Rozycki, aidé par la levée générale, se trouvait aussi aux environs de Rawa. Toutes les circonstances portaient ces hommes à croire que la disette ferait mourir les moscovites à Varsovie. La pensée même que la réussite de ce projet ferait aussi mourir beaucoup de compatriotes dans la capitale occupée, ne détournait pas les esprits de l'espérance d'un pareil avenir. On s'entretenait donc pendant la marche des plans à adopter pour la continuation de la guerre, on rêvait de nouvelles victoires, on se consolait à la vue des soldats nationaux dont l'unique désir était un nouveau combat à mort, et qui voulaient laver la tache dont ils se croyaient marqués par la lâcheté du chef; le chant national : *La Pologne n'est pas encore perdue*, résonnait tout le long du chemin; tel était l'esprit de cette émigration.

La sortie de Varsovie même était triste et déchirante; le passage de Praga à Modlin était encore plus caractéristique, plus grave, plus imposant; il avait quelque chose de solennel, quelque chose de sublime, quelque chose de religieux. Presque tous les citoyens, toutes les dames qui résolurent de partager le sort de l'armée nationale, marchaient à pied; parce que tous les bons patriotes avaient donné leurs chevaux au service de la patrie.

Paszkiewicz entra à Varsovie le 8 septembre vers neuf heures du matin ; un morne silence y régnait; ce n'était plus la capitale de la Pologne , c'était un tombeau ; toutes les boutiques restèrent fermées plusieurs jours de suite. Et le conquérant d'Erivan en s'emparant du foyer de notre patriotisme non par la force des armes mais par la ruse, semblait dire à sa soldatesque en entrant à Varsovie :

Cave ignem suppositum cineri doloso ! (*)

et il fit placer des pièces de canon au bout de chaque rue. Mais il ne s'en tint pas là; continuant le systême adopté, il envoya Berg et Neihardt, avant midi à Praga pour négocier encore avec le général Malachowski. Celui-ci leur a répondu , il est vrai , qu'il n'était pas autorisé à contracter un arrangement quelconque; mais il les a pourtant invités à lui faire parvenir un projet de transaction qu'il ne manquerait pas de présenter au gouvernement national : voilà la source de nos derniers malheurs. Les moscovites feignaient de vouloir composer afin de gagner du temps. Nos doctrinaires avec toute leur loyauté en sont devenus dupes. Pendant qu'on traitait et que les projets de convention étaient échangés l'un après l'autre , Paszkiewicz poussait de fortes colonnes contre Rozycki et les autres détachemens qui se trouvaient encore au midi du royaume.

Il est bon de mentionner ici que Prondzynski non content d'avoir eu part à la reddition de Varsovie

---

(*) Voir Osinski , note VI , sur Krukowiecki.

vint encore assister à cette entrevue à Praga, quoique sa qualité ne fût, comme il l'a dit, que celle de témoin neutre entre les deux parties.

MODLIN ET ZAKROCZYM.

Après avoir passé la nuit à Jablonna (quatre lieues de Varsovie) l'armée nationale arriva le 9 septembre, vers midi, à Nowydwor et traversa bientôt Modlin pour camper dans ses environs. Cette forteresse est située à six lieues de Praga, de l'autre côté du confluent de la Narew et de la Vistule.

Le lendemain le gouvernement et la diète se rendirent à Zakroczym, petit bourg éloigné d'une lieue de Modlin, et célèbre dans l'ancienne histoire de la Pologne par la résidence des ducs de ce nom; le quartier-général resta dans la forteresse.

La prospérité, dit-on, cache l'incapacité et ce n'est que l'adversité qui peut faire briller dans tout son lustre un caractère mâle et énergique. La prospérité cachait chez nous, il est vrai, l'incapacité; le courage des soldats réparait les fautes des commandans; mais hélas! l'adversité même ne déploya pas de grands talens et s'il y en eut quelques uns, on les repoussa, car les doctrinaires croyaient leurs sentences autant d'oracles, et les malveillans, disséminés sur toutes les places, blâmaient toute entreprise hardie, qui contrariait leurs infames projets. C'est ainsi qu'il existait une alliance sans consentement mutuel entre notre juste-milieu et les partisans

de la Moscovie. Il y avait une grande différence dans les intentions, je le sais bien ; mais les résultats étaient les mêmes, et, comme polonais je ne considère que les résultats. — Mais voyons de près ce qui commençait à se passer.

L'amour excessif que le nouveau président du gouvernement, Bonaventure Niemoiowski, professait pour les formes légales, son modérantisme et sa confiance dans le patriotisme de tous, n'étaient pas d'un bon augure pour le raffermissement d'un état de choses déjà chancelant. Toute sa conduite, si l'on y fait attention, ne le prouve que trop. Il commença par nommer vice-président du gouvernement le colonel Zielinski, promu au grade de général, lui qui, le second jour de l'attaque, depuis le matin ne parlait ouvertement, sur les places publiques, que de la nécessité de capituler, et qui le lendemain voulut déterminer les gardes nationaux sortant avec l'armée à rentrer à Varsovie, en les menaçant de ne pouvoir toucher aucune solde. Le général François Morawski, redevint ministre de la guerre. Un député qui avait mis au jour dans le commencement de la révolution son incapacité dans l'administration des finances reçut de nouveau le porte-feuille de ce département. Excepté le ministère de l'instruction publique et celui de la justice qui n'avaient alors aucune importance, tout était occupé par *les gens de la loyauté*, *les honnêtes gens*.

Après l'arrivée à Modlin, Niemoiowski songea à la nomination du commandant en chef. Il laissa le

choix aux commandans de divers détachemens. Plusieurs généraux prièrent le général Malachowski de conserver ces fonctions difficiles, mais il eut alors la prudence de se soustraire à la grande responsabilité qui en devait résulter, et dit ces mémorables paroles : « J'ai signé et je me suis vu dans la nécessité de signer la triste et prétendue capitulation » de Varsovie, qui était une conséquence des événemens et des arrangemens antérieurs de Krukowiecki. *Prouvez au monde et à l'ennemi que le » capitaine polonais ne doit se laisser entraîner dans » aucune sorte de capitulation ;* ôtez-moi ce pouvoir » dont j'ai abusé malheureusement ; frappez-moi » d'une punition que je mérite et laissez par la » condamnation du vieillard un exemple aux jeunes » gens qui viendront après lui ! » On procéda au scrutin. La pluralité se déclara pour le général de division Mathieu Rybinski, qui passait pour un de nos meilleurs officiers, mais dont le caractère satisfaisait toutes les vues de la camarilla. Il accepta cette charge, et il doit s'en repentir.

Son premier devoir avait été de ranimer les espérances du soldat, d'offrir à ses yeux un riant avenir de victoire et de bonheur pour la patrie ; tout l'invitait à agir énergiquement. Mais notre joie fut courte et semblable au rayon qui perce à travers un nuage orageux, il brille un moment et se perd dans les longues ténèbres.

Quoiqu'on eût reçu la nouvelle que Ramorino avait refusé de rejoindre le gros de l'armée, on

espérait pourtant un mouvement pour opérer avec quelque chance de succès, on espérait qu'on se porterait aussitôt que possible sur la rive gauche pour joindre le corps de Rozycki et occuper le midi du royaume; mais nos chefs revinrent aux négociations. L'enthousiasme dont l'armée était animée en quittant les murs de Varsovie, commençait à tomber. Les malveillans qui ne songeaient qu'à regagner leurs biens, répandaient dans les régimens des bruits alarmans, s'efforçaient de faire valoir l'impossibilité de toute résistance à l'ennemi, et n'hésitaient pas à dire hautement qu'il ne restait qu'à mettre bas les armes dans ce palatinat et à se livrer à la merci du tzar. La diète fit publier quelques proclamations, mais celles-ci quelque consolantes qu'elles fussent, parlaient d'arrangemens, de pacification, et les soldats ne voulaient qu'avoir recours aux armes; enfin Lewinski, chef de l'état-major général, qui voulait finir *la farce* à Varsovie (*), ne permettait pas même de distribuer aux régimens la feuille contenant ces proclamations. On voulait démoraliser nos rangs et on y a réussi en partie. Rybinski refusait toute subsistance aux gardes nationaux. Il était permis de prendre sa démission; les officiers qui ne voyaient pas le salut de la patrie dans les prétendus arrangemens avec les moscovites, ne manquaient pas d'en profiter; les soldats suivaient leur exemple, et même désertaient chaque nuit par vingtaines

(*) Voir Lewinski, note VI, sur Krukowiecki.

d'un régiment. Tel était le résultat de l'inertie de nos chefs et de leur maudit amour pour les négociations.

Le temps s'écoulait en vains pourparlers à Nowydwor, les soldats se plaignaient de l'inaction qui équivaut à des revers et l'effervescence générale des esprits augmentait de jour en jour. La diète transformée en comité secret, accoutumée à la lenteur, débattait des objets de peu d'importance au cloître des capucins et laissait la continuation des arrangemens au président du gouvernement et au généralissime. Un de ses membres, le nonce Vincent Chelmicki, fit la motion de borner le pouvoir de Rybinski, quant aux négociations, mais on rejeta cette proposition à laquelle s'opposa surtout le président de la chambre des sénateurs.

Que disait-on au sein de cette émigration armée à Zakroczym ?

« C'est l'énergie, dit l'auteur de l'*histoire de la révolution de Pologne en* 1794, qui a rendu Hugues Kolontay et les siens odieux à la faction royale et à la noblesse. Ils frondaient avec trop de franchise les crimes de la première, pour ne pas avoir laissé dans les cœurs des partisans du roi (Stanislas-Auguste Poniatowski, favori et espion couronné de Catherine II) de vives impressions de haines et des désirs durables de vengeance. Ils recommandaient avec trop de force l'humanité à l'égard des paysans esclaves pour ne pas encourir la disgrâce des tyrans qui opprimaient cette classe en Pologne. »

Ces paroles sont presque entièrement applicables à la *société patriotique de Varsovie* en 1831. Il n'y avait pas, il est vrai, de faction royale, mais il y avait en abondance des partisans de la royauté, des constitutionnels par excellence, des hommes *loyaux*, dont les formes trop légales, comme je l'ai fait observer plus d'une fois, ne servaient que de protection aux hommes de la paix, aux gens égoïstes, aux contrerévolutionnaires. Il y avait des aristocrates par priviléges ou par opinion, qui haïssaient les principes populaires que la société professait. Plusieurs de ses membres, défenseurs des *droits de l'homme*, dans la plus stricte acception de ces mots, ne trouvaient dans les gouvernans qu'apathie et même persécution. Cette haine ne finit pas avec la reddition de Varsovie ; elle se manifesta plus sensiblement à Zakroczym ; on y allait même jusqu'à menacer les démocrates de leur refuser le séjour du camp et de les faire livrer à l'ennemi aux avant-postes, parce qu'ils devinaient les intentions de plusieurs officiers supérieurs et les dévoilaient hautement à tout le monde. L'amour-propre blessé de ces malveillans les poursuivait partout en les accusant d'avoir des liaisons avec les moscovites, comme l'on accuse en France les républicains de conspirer avec les carlistes qu'ils ont chassés. J'aimerais mieux, disait un général, m'unir aux moscovites qu'aux clubistes ! Les aides-de-camp de l'état-major général s'efforcèrent principalement de rabaisser ces patriotes qui voulaient sauver la

patrie à tout prix, et préconisèrent leurs chefs incapables ou mal intentionnés.

Tout le démérite de ceux-là consistait à n'être ni illustres, ni possesseurs de vastes domaines. On leur prodiguait des noms outrageans et pour comble d'acharnement les aveugles satellites des individus qui ont poussé la Pologne au tombeau, les dénigrent encore aujourd'hui, dans l'exil, afin d'éloigner d'eux la confiance de ceux qui pourraient s'intéresser vivement à faire recouvrer au peuple polonais ses droits imprescriptibles.

Mais on me dira peut-être que quelles qu'aient pu être les intentions de cette association, elle s'est trouvée pour quelque chose dans l'émeute qui ensanglanta la nuit du 15 août. S'il n'était pas trop long d'examiner ici la conduite de nos chefs, pour connaître les circonstances fâcheuses dans lesquelles nous nous trouvions alors, je pourrais à cette occasion démontrer le mérite de la société patriotique dans sa conduite et ses actions à cet égard. Elle a contribué beaucoup, sans contredit, par ses discussions énergiques sur différens objets politiques, à l'irritation des esprits. Mais je le demande à tous les hommes sensés, son silence n'aurait-il pas été blâmable ? que devait faire le peuple qui, en sacrifiant tout pour la cause de la patrie, se vit toujours éconduit, méconnu, trahi et fut vraiment *inter saxum et porrectum ?* On a été poussé par le désespoir à cette extrémité et d'ailleurs l'insurrection du peuple, quand il s'agit de son salut, est le plus saint de ses droits, et toujours sa dernière raison.

La société patriotique pouvait dans ce moment s'emparer du pouvoir, mais elle ne le fit pas, et c'est précisément la meilleure preuve de son patriotisme, car cela ne suffisait pas pour guérir la chose publique de tant de maux, car n'ayant pas dompté les intriguans dans l'armée, elle ne pouvait que contribuer à la guerre civile et faciliter l'entrée de l'ennemi à Varsovie.

Ce sont des crimes, dit-on, dont le peuple de Varsovie a terni la révolution. Oui, vraiment, il faut l'avouer, il y a quelque chose de coupable dans sa conduite. Il a commis deux délits très graves, qui lui seront toujours reprochés par ses amis; c'est d'abord d'avoir fait cette petite révolution trop tard, car il fallait au moins la faire le 29 juin, et ensuite de s'être trop borné, car il fallait aussi épurer le camp de tous ces seigneurs dont l'intention a été plus tard, comme nous allons le voir, de nous faire *rentrer dans nos devoirs envers notre roi constitutionnel.* — Pour soutenir la révolution, il fallait faire couler tout son sang gâté, mais il fallait le faire de bonne heure. Il n'y a pas d'autre délit que ces délits de retard et d'omission. Car c'est la morale sociale qui doit être la mesure des crimes et des vertus; ainsi il ne pouvait y avoir chez nous de crimes que les actions contre le bien général, contre le salut du peuple. Enfin *les crimes des patriotes ne sont autre chose que l'amour du pays*, comme l'a dit un révolutionnaire français de 1793.

En demandant pardon au lecteur de cette petite

digression, je ne puis m'empêcher de mentionner ici, que beaucoup de personnes des plus compromises dans la révolution, malgré la persécution des prétendus démagogues dont je viens de parler, prévoyant déjà la triste fin de la cause nationale, les engagèrent à former un comité pour leur délivrer des attestations de conduite révolutionnaire qui leur pussent être de quelque utilité à l'étranger auprès des gens éclairés, amis de la liberté et de l'humanité. Ceux-ci ne manquèrent pas de satisfaire leur désir (9).

Les négociations avaient pour but de conclure un armistice en vertu duquel l'armée nationale se porterait librement dans le midi du royaume, et notamment dans le palatinat de Lublin, où est située la forteresse de Zamosc, et dans ceux de Sandomir et de Cracovie. Le président du gouvernement de concert avec la diète insistait fermement, lorsque Paszkiewicz après des pourparlers, rénouvelés à plusieurs reprises, fait déclarer après dix jours par Berg, qu'il ne traitera jamais qu'avec l'autorité militaire; que celle-ci même lui inspire peu de confiance, parce que le gouvernement national a le droit de nommer à chaque moment un nouveau général en chef, qui pourrait bien ne pas confirmer les arrangemens que son prédécesseur aurait entamés. Alors Rybinski ayant eu une conférence avec le maréchal de la diète et le président du gouvernement national, il fut décidé que si Paszkiewicz voulait traiter sur les bases du projet

de l'armistice arrêté entre Berg et le général Morawski, les membres de la diète rassemblés à Zakroczym, ainsi que le gouvernement national s'éloigneraient du quartier-général de l'armée, et que même la diète serait disposée à concentrer le gouvernement entre les mains du général en chef, pour ôter tout obstacle à un arrangement à l'amiable qui, par la suite, pouvait amener une pacification entre les deux nations. (10) Mais Paszkiewicz ayant appris que le corps de Ramorino venait de passer en Autriche communiqua bientôt son ultimatum qui était conçu en ces termes :

« 1. L'armée polonaise rentrera dans ses devoirs » envers son roi constitutionnel.

» 2. Elle enverra une députation à l'empereur » pour lui demander une amnistie générale et l'ou- » bli du passé.

» 3. Elle prendra avec armes et bagages des » cantonnemens dans le palatinat de Plock.

» 4. Modlin sera remis incessamment aux troupes » impériales. »

Berg, porteur de cet ultimatum, déclara en même temps au nom de Paszkiewicz que tous les généraux et commandans des corps polonais qui voudraient passer sur la rive gauche de la Vistule et recommencer les hostilités hors du palatinat de Plock, seraient mis hors de la loi !....

Ces conditions humiliantes firent enfin voir à nos pacificateurs que les moscovites ne désiraient que gagner du temps de plus en plus. Cependant on les

tenait secrètes pour ne pas pousser l'exaspération au dernier dégré, et Rybinski pour apaiser ou plutôt divertir les esprits, principalement les insurgés des anciennes provinces qui ne pouvaient espérer aucune consolation de tout arrangement, se vit obligé de faire un mouvement, et afin de le hâter, il fit courir un bruit de l'approche de 100,000 ennemis, du côté de Nasielsk, conduits par Tschernischeff, du fond de la Moscovie. Sa conscience se prêta à tout, et d'autres disent que ce n'est que l'exemple qu'on en avait donné à Gielgud, qui le porta à ne pas signer ici un projet d'acte aussi avilissant. L'exemple de son devancier Malachowski, dupé mais vertueux, ne lui servit point de leçon. Il donna des ordres à l'armée de prendre le chemin de Plock, et envoya par la Vistule en bateaux, des matériaux sous prétexte de vouloir y construire un pont. A cette nouvelle, la plupart des militaires qui avaient donné leurs démissions rentrèrent au service; toute l'armée sembla reprendre son courage et ne vouloir marcher qu'à la victoire et à la mort. On se met en route sans délai, dans l'espérance de passer de suite sur la rive gauche de la Vistule; mais que d'illusions dans cette espérance!

Il faut rapporter pour l'histoire que le brave quatrième régiment de ligne, si célèbre par ses attaques à la baïonnette, avait à regretter son digne colonel Maiewski qui venait de mourir à Modlin des plaies dont il a été couvert dernièrement près de Varsovie.

PLOCK.

Ranimés par l'espoir de pouvoir encore venger les outrages dont on venait de les abreuver en remettant Varsovie entre les mains de l'ennemi, à leur insçu, les soldats hâtèrent leur marche et arrivèrent aux environs de Plock le 21 septembre, vers le soir. Cette course de douze lieues fut si prompte qu'on l'ignorait à Varsovie. A la nuit un régiment de *krakus* à cheval passa le pont qu'on venait de finir ce jour-là, emporta quelques avantages sur des détachemens ennemis postés sur la rive gauche, et dans une marche accélérée arriva jusqu'à Gonbin. Mais Paszkiewicz en apprit la nouvelle et avant d'envoyer des troupes suffisantes devant Plock, il eut recours à son systême habile de négociations apparentes, et invita Rybinski à signer les conditions qui lui avaient été proposées par Berg. Celui-ci profita de cette occasion pour arrêter le mouvement qu'il avait fait malgré lui, et pendant que les krakus suivis d'autres régimens s'approchaient de Lowicz, il convoqua un conseil de guerre à Slupno, village à une lieue de Plock, demanda aux officiers supérieurs s'ils étaient d'avis de cantonner dans ce palatinat et d'envoyer une députation au *roi constitutionnel?* Démarche aussi perfide qu'illégale; car il n'était autorisé d'abord qu'à signer l'armistice temporaire, et ensuite il connaissait bien les intentions des commandans de tous les détachemens. C'est pourquoi le plus grand

nombre, comme il le souhaitait, vota pour que l'on conservât les positions prises sur la rive droite de la Vistule, et pour que l'on envoyât une députation à l'*auguste maître* à Saint-Pétersbourg, composée des généraux : Milberg, Morawski et Dziekonski, qui avaient servi dans ces grades avant la révolution. Il n'y avait que cinq ou six membres de ce mémorable conseil qui voulaient passer le fleuve ; peu importe si au nombre de ceux-ci se trouvait aussi Rybinski lui-même, car son but était atteint par la pluralité des voix ; il fallait seulement toujours avoir un semblant de patriotisme. La division qui s'était déjà portée sur la rive gauche, reçut l'ordre de revenir en toute hâte. Le brave colonel Stanislas Leski, commandant les krakus, aidé par le major Sadowski du 9me de ligne et Bronski chef des chasseurs libres de Lithuanie, voulut par force défendre la destruction du pont qu'allait exécuter l'impopulaire général Wroniecki ; il prit même des mesures pour faire passer toute l'armée ; mais les intriguans qui se livraient à la merci du tzar, avaient plus d'influence sur les esprits égarés par la subordination militaire. Ce soldat citoyen dénonça hautement la trahison patente et il ne manqua pas d'être destitué sur le champ. C'est ainsi que Rybinski récompensait les patriotes !

La diète à laquelle Niemoiowski venait de déposer son pouvoir de président du gouvernement national ne partageant point la décision du conseil de guerre; et voulant encore tenter le sort des armes, résolut

de nommer un autre commandant en chef, qui eût aussi le pouvoir civil.

On voulait offrir cette charge au général Bem, qui jouissait d'une grande réputation comme artilleur ; mais celui-ci ne voulant pas compromettre ce qu'il possédait n'accepta point. Ce calcul inspiré, à ce qu'il semble, par l'égoïsme ne pouvait passer pour sagesse dans un temps où la vraie prudence consiste à tout risquer. On choisit Uminski, le 23 septembre après midi, et il faut avouer que celui-ci, malgré ses principes sociaux, était le plus capable de tous nos généraux de l'armée principale, de conduire les braves à un combat désespéré. Mais on s'y prit mal ; d'abord on ne destitua pas Rybinski et ensuite on n'en prévint pas les régimens par une députation venue du sein de la diète. Uminski n'ayant accepté que le commandement de l'armée, monte à cheval et écoutant le cri des députations de plusieurs régimens de cavalerie et notamment des krakus, qui les larmes aux yeux demandent un nouveau chef, il vole au camp. Les malveillans instruits de cet événement par les émissaires qu'ils avaient à Plock, parvinrent à persuader aux troupes, avant son arrivée, qu'il venait usurper l'autorité, qu'il n'était choisi que par une poignée de brouillons et qu'il ne manquerait pas de livrer toute l'armée à la vengeance de l'ennemi. Je ne puis apprécier les reproches qu'on faisait à ce général, mais je sais que sa conduite impopulaire envers ses subordonnés contribua aussi beaucoup à les persuader. C'était un

spectacle affligeant que la lutte du patriotisme avec l'astuce. Le nouveau généralissime repoussé par la plupart des régimens, notamment ceux de l'infanterie, revint au bout de quelques heures à Plock, et déposa son pouvoir entre les mains de Bonaventure Niemoiowski qui pour le moment exerçait la suprême autorité civile, car la diète n'existait plus. Niemoiowski donc fut obligé de laisser le commandement en chef à Rybinski.

On pouvait encore attendre de l'armée un de ces efforts de désespoir où l'audace produit la victoire, où la gloire compense le dernier malheur; mais la plus grande partie de l'armée se méfia de la diète et celle-ci, n'ayant pas le courage de faire face aux intrigans, s'éloigna de suite. Et que pouvait-il arriver autre chose? assemblée négativement stationnaire, comme elle l'était, elle ne songea jamais aux mesures énergiques, même pour l'accomplissement de ce qu'elle avait déclaré dans son manifeste larmoyant du 20 décembre 1830 (11).

Rybinski qui, dit-on, n'était que faible pour sauver la patrie, a montré beaucoup d'énergie dans cette occasion, si l'on peut nommer énergie la désobéissance au pouvoir légal tel qu'il existait. Après s'être débarrassé de tous les obstacles des chambres, il crut pouvoir recommencer les honteuses négociations avec succès. Dans ce dessein, comme le général Morawski s'était déjà retiré à Varsovie, il donna des pleins pouvoirs au général Milberg, connu par son incivisme, pour convenir d'un arrangement

définitif, basé littéralement sur les conditions proposées par Berg, et l'engagea à ne point s'obstiner à des détails, vu le malheur des circonstances ; il fallait seulement songer à ce que la convention pût être conclue le plus promptement possible.

Tout se faisait en secret ; l'armée ignorait ce qui se passait. Elle croyait qu'il s'agissait de l'armistice, en vertu duquel on pourrait traverser la Vistule pour aller au midi du pays. Profitant de cette ignorance, l'état-major général marchait tête haute et faisait tous ses efforts pour achever la démoralisation, en engageant ses nombreux agens, dispersés dans tous les régimens à accomplir leur infame apostolat avec persévérance.

Malgré tous ces forfaits, peu de soldats se laissèrent tout-à-fait décourager. Ils eurent le bon sens de ne pas se déshonorer par une simple soumission, malgré les paroles craintives qui frappèrent sans cesse leurs oreilles. Ils savaient bien qu'ils ne devaient attendre aucun acte de justice ni de bonne foi de la part des moscovites. Ils insistaient pour passer la Vistule et marcher en avant vers Cracovie, où on espérait encore trouver le corps de Rozycki et d'autres détachemens réunis. Rybinski donc se vit contraint pour la seconde fois de faire un mouvement. Il donna ordre de prendre la direction de Szpital, village situé sur la rive droite de la Vistule, vis-à-vis Wroclawek, à douze lieues de Plock et y envoya tous les matériaux nécessaires pour y construire un pont. Là quoiqu'il eût tout lieu de croire

que la convention était déjà faite, il crut de son devoir de charger le général Bem, commandant l'avant-garde dans ce moment, de prévenir le général moscovite Pahlen qui s'approcha avec son corps d'armée de l'autre côté de Wroclawek, qu'il se voyait réduit à agir ainsi par le mouvement de l'ennemi, qui contre son attente continuait de prendre un caractère qui ne saurait lui être indifférent; mais qu'il était prêt à remplir tous les engagemens que prendrait en son nom le général Milberg dans le palatinat que *son altesse* monsieur le maréchal (c'est ainsi que s'exprima le général Bem dans sa lettre à Pahlen) avait cédé pour les cantonnemens de nos troupes.

SZPITAL.

L'armée considérablement diminuée arriva à ce village le 28 septembre. Des démonstrations commencèrent, comme si l'on avait l'intention de continuer la guerre de l'autre côté de la Vistule. Trois bataillons d'infanterie, envoyés en bateaux, chassèrent de Wroclawek un détachement de troupes moscovites régulières et une bande de cosaques. C'était la dernière consolation des patriotes qui, postés dans le bois sur un côteau voisin à Szpital, étaient témoins de cette expédition sans but. Les moscovites surpris à l'approche de la nuit, fuyaient au plus vite vers la forêt opposée, ayant à la tête le colonel commandant la garnison. On commença

la construction du pont, et on y travailla toute la nuit.

Milberg revint au quartier-général pour s'acquitter de sa mission ; mais au lieu d'apporter la convention attendue, il annonça que Berg avait déclaré qu'il ne pouvait plus en être question. Il présenta en même temps aux commandans des corps de l'armée réunis une lettre signée par Berg, en date du 27 septembre, dans laquelle il était dit : que les déclarations annexées à cette lettre contenaient les seules conditions auxquelles *son altesse le prince de Varsovie* admettait la cessation des hostilités. Elles étaient ainsi conçues :

« L'armée polonaise se soumettra sans aucune » condition ni résistance à S. M. l'Empereur et » *Roi*.

» Le général en chef se chargera de faire remettre » aux troupes impériales les forteresses de Modlin » et de Zamosc ; de donner ordre à tout corps dé- » taché de l'armée polonaise de se soumettre ; il » recevra avec toute l'armée les ordres de *son altesse* » le maréchal ; signera ainsi que tous les officiers » le serment de fidélité à S. M. l'Empereur et *Roi*. » (Dans cette formule on avait omis les mots de *patrie* et de *constitution*.)

Rybinski convoqua le même soir un conseil de guerre, où Milberg ayant rendu compte de ce qu'il venait d'apporter, on mit aux voix cette question : s'il fallait mettre bas les armes dans le pays ou en Prusse ? Quelques citoyens patriotes qui res-

tèrent à l'armée, parvinrent à influencer la majorité des officiers supérieurs pour voter le passage à l'étranger. Donc le conseil de guerre voyant les sentimens nationaux de nos soldats qui aimaient toujours mieux éprouver les chances de nouveaux combats ou du moins réclamer sur un sol étranger la loi des nations plutôt que d'oublier ce qu'ils devaient à eux-mêmes et à leur patrie, d'ailleurs prévoyant qu'ils seraient trop blessés par des conditions si déshonorantes et que ces braves seraient même prêts à tourner leurs armes contre qui oserait si évidemment trahir leurs espérances, se décida à chercher un asile en Prusse. Mais on tint cette décision secrète comme toutes les décisions antérieures, parce que les démonstrations pour passer la Vistule étaient poussées trop loin. Il était pour ces messieurs de toute nécessité d'ôter aux régimens le courage qui recommençait à s'y manifester pour joindre le corps détaché de Rozycki au midi du royaume, dont le sort n'était pas encore connu alors. Les krakus principalement voulaient se faire jour parmi les masses de l'ennemi qui se déployaient sur une ligne de quelques lieues à la rive gauche pour faire avorter la dernière entreprise qu'on attendait de notre désespoir. Cette cavalerie légère, terreur des cosaques, brûlant du désir de regagner son pays natal, bravait tous les dangers.

La nuit même Rybinski expédia à Thorn en Prusse le comte Henri Lubienski, directeur de la banque polonaise, connu par ses intrigues, avec

plusieurs millions flor. pol. qu'on avait emportés de Varsovie. Celui-ci ayant une escorte suffisante de cavalerie, prit sous sa haute protection quelques personnes qui se croyaient compromises (12).

Le lendemain tout se préparait au passage. C'était ainsi qu'on croyait devoir célébrer pour la dixième fois le 29 novembre. Des ordres ont été donnés pour laisser sur la rive droite tous les chariots de bagages, ce qui a jeté une terreur panique dans la foule de vivandières qui se voyaient livrées par là entre les mains des troupes ennemies conduites par Doctorow et Pillar du côté de Plonsk. Mais naturellement Rybinski savait bien ce qu'il faisait.

Vers le soir le pont fut fini; on commença de suite à le passer. La population de Wroclawek, délivrée la veille des baskirs et des kalmoucks, témoigna par tous les moyens possibles son attachement à la cause nationale et à ceux qui la voulaient encore défendre. Mais que cette joie fut de peu de durée! Au bout de quelques heures, à peine l'armée s'était-elle portée sur la rive gauche, qu'on commanda la retraite. Les habitans de la ville manifestèrent des sentimens qui ne faisaient qu'augmenter notre désespoir et notre irritation envers le chef. Des murmures s'élevèrent dans l'armée; des soldats firent des reproches à leurs commandans qu'ils croyaient autant de lâches; mais ni le temps ni le lieu ne permirent la résistance. On annonça que le corps de Pahlen de 40,000, n'était qu'à deux lieues de la ville, occupant les deux routes

de la forêt voisine qui étaient plutôt deux détroits qui conduisent à Kowal et à Brzesc-Kuiawski et qu'il nous fallait prendre absolument. Cette alarme a eu son succès ; tout se mit en retraite.

On ne connait pas bien jusqu'à présent les forces que commandait Pahlen, mais la nouvelle de son approche était bien connue au quartier-général, comme le prouve la correspondance du général Bem. Or tout ce mouvement n'était qu'un piége adroit pour décourager les soldats et hâter leur consentement à passer en Prusse sans un seul coup de fusil.

Il est aisé de s'imaginer la manière dont la retraite s'est effectuée dans l'obscurité de la nuit, par le pont de bateaux fait à la hâte, sur une vaste rivière, dans un bois sablonneux, sur des élévations considérables.

Depuis, personne ne songea qu'à son salut. La nuit se passa dans l'inquiétude. Tout le monde veillait auprès des feux allumés ça et là dans les campagnes qui entourent Szpital. Le lendemain on se mit en marche à la pointe du jour. Les personnes les plus compromises refléchissaient sur les noms et les titres sous lesquels ils pourraient échapper aux mains des prussiens, ces fidèles alliés des moscovites ; la plupart se décidèrent à se déguiser en valets et à servir leurs domestiques pendant notre pénible pélerinage patriotique jusqu'à cette France désirée, qui nous semblait alors la vraie terre promise ; d'autres résolurent de se dire français et ils ont également réussi.

Il serait trop long de donner les détails sur ce qui se passa pendant nos cinq jours de retraite jusqu'à la frontière prussienne. Pahlen après avoir passé la Vistule sous Wroclawek nous suivait pas à pas, et il nous enlevait tour-à-tour des bagages, des bestiaux, etc., etc.... car il n'y avait pas d'arrière-garde. Les soldats maudissaient leurs chefs, dont la conduite fut alors plus dévoilée ; et la désertion se fit sentir, car il n'était pas difficile à ces soldats isolés de trouver un asile chez les cultivateurs. Cependant les habitans les plus patriotes et les plus éclairés conseillaient à ces braves gens de préférer l'exil volontaire à un séjour incertain dans le pays.

Pour arrêter la destruction graduelle de l'armée, Rybinski eut recours selon sa coutume aux promesses mensongères. Il promit de tenter encore le sort des armes, de s'appuyer sur la Prusse et de livrer une bataille, ou de se jeter en Lithuanie le long de la frontière prussienne par les forêts pour y reprendre apparemment des opérations ultérieures. Mais ses paroles ne furent plus écoutées, parce que tout le monde se méfiait déjà de lui.

L'armée vint à Swidziebno le quatre octobre, forte d'un peu plus de 20,000. Ce jour qui nous fut autrefois si fatal par la défaite de Macieiowice, où Kosciuszko couvert des plaies et tombant de cheval avait poussé le cri de désespoir : *finis Poloniæ !* nous était redevenu désastreux par l'abandon temporaire de la cause nationale. Malgré la décision du

dernier conseil de guerre de mettre bas les armes en Prusse, il se trouvait des lâches qui semaient des divisions.

Les intrigans qui depuis long-temps même avant la chûte de Varsovie ne désiraient que le retour aux commodités de la vie privée, se déclarèrent alors pour le retour à Varsovie, avec soumission absolue à son altesse le maréchal prince Paszkiewicz-Erywanskoy, et engageaient les esprits faibles à les suivre. Grâces soient rendues au bon sens de nos soldats! ces lâches n'ont pas réussi et il n'y eut qu'une poignée de malheureux qui se laissa influencer. Le dernier parlementaire, général Milberg, se mit à leur tête pour les livrer à l'ennemi, qui après nous avoir vaincu par la ruse aussi bien que par l'impéritie ou la lâcheté de nos chefs et non par la force des armes, ne trouvait pas assez de victimes pour étancher sa soif sanguinaire.

Rybinski avant de passer la frontière publia un ordre du jour où il se sert de paroles qui n'ont été que pour la première fois dans sa bouche depuis qu'il était commandant en chef. Il y dit : *Rappelons nous que l'Europe entière a les yeux sur nous, que toutes nos démarches appartiennent à l'histoire.* Grande vérité! mais pourquoi ne se l'est-il pas rappelé plutôt? pourquoi a-t-il semblé ne pas la connaître depuis le 9 septembre? vain souvenir! l'Europe entière a eu long-temps les yeux sur nous; l'histoire nous jugera tous; mais ses jugemens implacables retomberont principalement sur ceux qui ont été à notre tête.

Son manifeste daté aussi le même jour à Swidziebno, renferme des pensées digne du chef des défenseurs de la plus juste des causes ; mais ce n'était pas là ce qu'il devait faire. Les généralissimes ont ou du moins doivent avoir d'autres moyens pour passer à la postérité que des protestations.

Quelques heures avant d'entrer sur le territoire actuellement prussien, qui jadis nous appartenait, Rybinski expédia encore trois missives à Witt, gouverneur militaire à Varsovie, en le prévenant des mesures qu'il avait prises pour assurer les fonds de la banque polonaise, les dépôts et les consignations qui se trouvaient dans la caisse du ministère de la guerre, ainsi que de la remise aux avant-postes moscovites, des chevaux et équipages appartenant au gouvernement et qui pendant toute la campagne s'étaient trouvés au quartier-général de l'armée nationale, destinés à l'usage du général en chef.

Rybinski ayant reçu du commandant de l'armée prussienne des conditions à la suite de sa lettre adressée au roi et de son avis aux autorités des frontières et les ayant signées, fit quitter à l'armée le sol natal ; et l'armée mit bas les armes le 5 octobre à Jastrzembie. Une partie de la cavalerie seulement et notamment les krakus brisèrent leurs lances avant de passer la frontière, pour ne les pas remettre aux prussiens. Aussi beaucoup de fantassins jetèrent leurs carabines dans l'eau, après des engagemens avec l'avant-garde moscovite dans lesquels on a fait pour un instant quelques centaines de prisonniers.

Les jours suivans nos braves désarmés étaient obligés de faire une quarantaine de cinq jours autour de la ville Brodnica (Strasbourg), et pendant ce temps-là les autorités prussiennes s'empressèrent de livrer aux moscovites les chevaux, les quatre-vingt-dix-sept pièces de canon et les restes d'effets militaires.

....., Quæque ipse miserrima vidi,
Et quorum pars parva fui.....

Qu'un autre raconte l'hospitalité moscovo-prussienne et les menées de nos intrigans qui voulaient encore se former des cortéges pour retourner dans le pays, afin de mériter par-là la faveur de nos oppresseurs.

RAMORINO ET ROZYCKI.

Pour achever le tableau du dénoûment de notre révolution si héroïquement commencée et si malheureusement finie, arrêtons-nous encore un moment sur la conduite des corps détachés commandés par Ramorino et par Rozycki.

Sans en discuter les motifs, il faut convenir que Ramorino jouissait d'une popularité qui n'était pas commune à la plupart de nos généraux. Pour la bravoure, il ne le cédait à personne. Néanmoins la popularité et la bravoure seules ne pouvaient remplacer toutes les qualités nécessaires à un comman-

dant d'un corps détaché. Étranger qu'il était, il ne connaissait ni le pays, ni le langage, ni les hommes qui l'entouraient et ses fautes ne sont excusables que par l'imprudence de ceux qui lui ont confié une si grande partie de l'armée.

Le corps de Ramorino, dont la destination est indiquée plus haut, se composait de deux divisions d'infanterie sous le commandement des généraux de brigade Sierawski et Bielinski, et de trois brigades d'élite de cavalerie sous le commandement du général de brigade Gawronski, en total de 22,600 hommes et 42 pièces de canon, ce qui faisait le tiers de toute la force armée bien organisée.

« Je ne m'arrêterai point, dit un officier qui veut garder l'anonyme, sur les détails de la conduite du général Ramorino dès sa sortie de Varsovie. Mais je viens observer ses opérations depuis le 5 septembre, la veille de l'attaque de la capitale. Néanmoins je dirai en passant, qu'après avoir entouré de toutes ses forces le corps de Rosen qui ne comptait qu'environ 11,000 hommes, qu'après la défaite la plus complète d'une brigade de l'arrière-garde de ce même corps, par le cinquième d'infanterie commandé par le colonel Rychlowski, un des plus braves officiers et un de ceux qui avaient le plus d'avenir, Ramorino s'arrêta au milieu de l'exécution du plan qu'on avait pris, et par là donna à l'ennemi qui pensait déjà à se rendre, le temps de réparer plusieurs ponts brûlés et une digue qu'il avait détruite, espérant être attaqué de l'autre côté. Les moscovites furent

chassés de la chaussée, chemin principal et le plus court pour aller à la forteresse de Brzesc-Litewski, qui avait de grands magasins de vivres et d'effets militaires, mais point de garnison. Malgré cela Ramorino fait reposer son corps et laisse toute la nuit à l'ennemi. Celui-ci en profite, fait deux fois autant de chemin que nous n'en avions à faire jusqu'au fort, le regagne avant nous et s'y enferme presque devant nos yeux. Je n'examine point si la possession d'une grande forteresse remplie de toutes sortes de matériaux et de toutes choses nécessaires n'aurait pas pu nous dédommager par la suite de la perte de Varsovie qui n'était pas encore prise alors, si elle n'aurait pas contraint l'ennemi à changer les opérations ; et il aurait été mis ainsi dans une position désespérante, ayant toutes les communications coupées, et entouré de tous côtés par nos troupes régulières et par les insurgés.

Ramorino n'avait aucun ordre pour s'éloigner à 50 lieues de Varsovie ; donc la responsabilité de son éloignement à cette distance et par-là même l'impossibilité de secourir Varsovie à temps, pèse sur lui seul (13).

La nouvelle de l'attaque de Varsovie parvint à Ramorino à Miendzyrzecz le 7 septembre à cinq heures du matin par l'estaffette que le général Langermann envoya de Siedlce. Après quoi Ramorino dépêcha un de ses aides-de-camp à Varsovie au lieu d'y envoyer son corps ; il resta inactif dans ses quartiers en attendant un avis officiel, qu'il

reçut en effet le même jour à cinq heures du soir, avec l'ordre de mettre dans sa marche sur Varsovie la plus grande célérité possible. Mais même après avoir attendu l'avis officiel pour se mettre en marche, il ne mit pas dans ses mouvemens la promptitude que demandait l'urgence de la position ; car d'après ses ordres, l'avant-garde n'a fait que quatre lieues dans vingt-quatre heures, c'est-à-dire de Plewki à Siedlce (14). Il est vrai que dans cette ville comme le corps entier brûlait d'envie de voler au secours de ses frères, on avait destiné à être jeté en avant le cinquième de ligne qui s'y distinguait toujours. Ce régiment devait, sous le commandement du général Langermann, devancer le reste du corps sur les voitures. Mais cet ordre ne fut pas publié ; car le régiment plein d'ardeur guerrière ayant quitté Siedlce le 8 septembre à 9 heures du soir, au milieu des cris de joie, avait à peine fait un quart de lieue, qu'il reçut l'ordre de quitter la grande route et de faire halte : en sorte que le corps entier qui le croyait en avant le dépassa presque, et fut fort étonné de le trouver en arrière. Quant aux voitures de transport on était bien loin d'en avoir le nombre promis.

La nouvelle non confirmée encore de la capitulation de Varsovie trouva le 8 septembre à onze heures de la nuit l'avant-garde du corps entre Opole et Siedlce (15). Alors le corps s'arrêta et passa la nuit à Opole. Ramorino attendit jusqu'à onze heures du matin l'arrivée de la nouvelle décisive de la capitu-

lation ou d'un ordre quelconque; et le 9 septembre il convoqua un conseil de guerre où furent appelés tous les généraux, les commandans des régimens et deux officiers par chaque régiment. Mais comme le résultat de ce conseil aurait pu être contraire aux souhaits secrets du quartier-général qui avait déjà fait entendre qu'on trouverait une sûreté plus grande près de la frontière d'Autriche, et qui s'expliquait même sur la nécessité de la passer, sans attendre l'arrivée de quelques généraux et colonels, on réunit des officiers qui étaient alors près du quartier et dont l'avis était d'avance connu; mais malgré cette précaution, il n'y avait pas même majorité de deux tiers (16), et la question soumise à ce conseil était toute différente de la résolution qui la suivit. Il y fut question d'aller à Modlin où se trouvait l'armée principale, ou bien à la forteresse de Zamosc. Alors même tous demandaient des ordres du généralissime et ce n'est qu'après l'assurance positive donnée par Ramorino que s'il arrivait des ordres, il leur serait complètement obéissant, qu'on acquiesça à la décision d'une séparation de l'armée principale. Toutefois demanda-t-on d'ouvrir sans perdre de temps des communications avec Modlin. C'est ce qui força Ramorino à envoyer quelques officiers à cette forteresse pour demander des ordres. L'instruction qu'il donnait aux envoyés, était de se rendre près du généralissime et de lui dire de la part du général Ramorino, que, ne recevant aucun ordre, il s'était décidé à marcher par Lukow,

Radzyn et Raiowiec à Zamosc (manœuvre contraire à celle qu'il exécuta plus tard) où après avoir fait reposer ses troupes, il penserait aux opérations ultérieures. Ils devaient en outre assurer le généralissime que toutefois tout ordre donné de sa part serait ponctuellement exécuté. Dans le cas où ils rencontreraient quelqu'un avec un ordre écrit, ils devaient revenir sur leurs pas. Après la décision dont nous avons parlé, le corps commença un mouvement sur Lukow le 9 septembre, à une heure après-midi.

Le premier ordre du généralissime, fut qu'il tâchât d'exécuter sa jonction avec l'armée principale sous Modlin et qu'il ramassât, chemin faisant, tous les détachemens postés aux environs. Cet ordre était ainsi daté : Jablonna le 8 septembre, N° 8748. Il fut apporté par le capitaine Kowalski le même jour à quatre heures après-midi. Le général Ramorino n'obéit point à cet ordre du généralissime et donna pour réponse, qu'une décision une fois arrêtée, il n'en changeait jamais. Il n'avait aucun motif pour ne point exécuter l'ordre qui lui avait été donné, car le détachement posté entre Siedlce et le Bug et celui qui gardait le pont préparé à Kamienczyk, pour le passage du corps attendu, se sont réunis à l'armée principale, sans tirer un seul coup de fusil. A plus forte raison le corps entier aurait-il pu exécuter le mouvement de six lieues, car les forces de Rosen étaient plus faibles de moitié et se trouvaient séparées par le Liwiec (17).

Le 9 septembre le corps arriva à Lukow très-tard dans la nuit et y resta le lendemain. Le capitaine Trzcinski, envoyé par le généralissime avec un duplicata de l'ordre susdit, arriva dans cette ville le 11 à 2 heures du matin. Le général Ramorino lui dit qu'il avait déjà répondu aú généralissime et pris d'autres mesures, que s'il voulait retourner auprès du généralissime, il pouvait le lui confirmer, et il le pria en outre de ne point révéler aux troupes l'arrivée de ces nouveaux ordres.

Dans la même matinée, le corps quitta Lukow, en se dirigeant non sur Zamosc, comme l'avait décidé le conseil de guerre, mais vers Zawichost, en apparence pour passer de suite la Vistule, comme si l'on pouvait passer un fleuve semblable sans préparatifs.

Le 12 septembre le corps passa le Wieprz à Lysobyki, et le 13 il arriva à Kurow. Dans cette dernière ville un parlementaire moscovite vint offrir l'armistice au nom de Paszkiewicz, offre qui fut rejetée par Rosen lui-même. C'est alors qu'on commença à songer aux moyens de passer la Vistule, mais plutôt pour tromper les troupes que pour exécuter ce passage. On envoya donc dans ce dessein le général Zawadzki avec une brigade d'infanterie et plusieurs pièces de canon, pour s'emparer du pont à Kazimierz, tandis que le corps continuait sa marche vers la Gallicie; comme si pour assurer le passage de tout le corps, par un fleuve comme la Vistule, on pouvait se fier à un pont de cordes,

qui se trouvait entre les mains de l'ennemi et qu'un homme seul pouvait détruire. Pour l'exécution de ce projet, dont dépendait le salut du corps, on dirait que Ramorino choisit exprès un des officiers les plus incapables, le général Zawadzki. Cet officier après avoir pris les retranchemens du pont sur un général ennemi qui devait en commander la défense, s'amuse avec lui en pourparlers, lui permet d'échapper avec son détachement et de se porter sur la rive gauche de la Vistule, où il détruit le pont en sa présence, ce qui semble confirmer l'assertion du général Rozycki qui prétend que Zawadzki n'avait l'ordre que d'abattre le pont.

Plus tard Ramorino ne prend aucune mesure pour passer la Vistule, mais par une marche forcée il s'approche de la frontière d'Autriche le long du fleuve, en assurant les troupes que le pont est prêt à Zawichost. C'est à Opole que l'ennemi nous atteint pour la première fois. Quoique moins nombreux, il nous serrait de près, enhardi par notre inactivité. Nous continuâmes notre fatale retraite et Ramorino laissait toujours à l'ennemi les meilleures positions, pour les faire reprendre plus tard et par là montrer la supériorité des moscovites.

Le soir du même jour le général manda par écrit de Rachow (à deux lieues et demie de Zawichost et de la frontière d'Autriche) au général Rozycki, qui se trouvait sur la rive gauche de la Vistule, de faire construire un pont le plutôt possible, et il s'y prit

trop tard pour envoyer un détachement qui devait faciliter cette entreprise.

Le 16 septembre l'ennemi commença à attaquer notre arrière-garde sous Rachow, mais nous nous approchions de la frontière, sans faire aucune résistance. Arrivés à Zawichost on ne parlait plus du passage de la Vistule, mais du passage de la frontière, comme si en choisissant une bonne position du fleuve, on n'aurait pas pu arrêter l'ennemi moins nombreux jusqu'à ce qu'on eût achevé la construction du pont, et, profitant de la position, traverser le fleuve sous la protection de la rive gauche. Mais on ne songea qu'à la retraite sans profiter en rien des avantages : et ce ne fut qu'à Borow, village situé sur la frontière même de la Gallicie, dans un temps où déjà séparés de la Vistule par le corps ennemi, nous ne possédions pas même assez de terre pour nous placer, que Ramorino voulut se défendre et regagner la Vistule qu'il avait quittée sans raison. C'était un projet impraticable et pour engager le combat nous étions dans la position la plus fâcheuse. Nous nous trouvions si serrés que les boulets ennemis passaient non seulement nos rangs, mais la frontière même. On ne voulait évidemment que nous forcer à la nécessité de quitter le pays, parce qu'il n'y avait ni assez de vivres ni assez de place pour camper. Cependant l'ennemi ne voyant pas le besoin de verser le sang, fit bientôt cesser le feu du canon. Ce fut alors que Ramorino convoqua un conseil de

guerre. Il savait bien qu'ainsi on nous rendrait tous responsables de la faute qui ne pesait que sur lui, et qu'il ne serait regardé, en apparence, que comme l'exécuteur de la volonté générale. Après le conseil, Ramorino fait passer son corps en Gallicie la nuit du 16 septembre, pour lui faire mettre bas les armes.

Voilà donc les reproches qui sont à faire à ce général : « Pourquoi s'est-il aventuré si loin de Varsovie sans ordre? Pourquoi n'y est il pas revenu à la première nouvelle de l'attaque? Pourquoi n'a-t-il pas exécuté les ordres donnés par le généralissime? Pourquoi ayant l'intention sincère de se porter sur la rive gauche de la Vistule pour y joindre le corps de Rozycki, ce qui aurait concentré une force de près de 30,000 et de 50 pièces de canon; pourquoi, dis-je, n'a-t-il pas pris les mesures convenables pour faire construire le pont à Zawichost, ou pourquoi n'en a-t-il pas prévenu le général Rozycki de bonne heure? Pourquoi du moins n'a-t-il pas fait passer une partie de son corps dans cette ville, sur les huit bateaux qui y étaient prêts, dont trois, comme l'assure le général Rozycki, pouvaient contenir chacun 500 hommes? Pourquoi ayant trouvé un gué ne s'y est-il pas transporté? Ou bien pourquoi n'ayant pu trouver le pont ne s'est-il pas dirigé vers Zamosc, d'où il aurait pu avec ses braves, aussi nombreux qu'ils l'étaient, recommencer les opérations en Volhynie? Les soldats ne manquèrent pas de courage, et il est à remarquer même que, mal-

gré la surveillance autrichienne, tous les jours nos frères de la Gallicie venaient augmenter le corps de Rozycki. Enfin qu'il nous fasse connaître les motifs qui l'ont porté à quitter la patrie et à introduire sur le sol étranger l'élite de l'armée nationale; qu'il nous dise pourquoi cette retraite avec une armée de 22,600 hommes et 42 canons, sans avoir perdu une seule bataille, sans en avoir même livré aucune? qu'il nous dise quels étaient les motifs qui l'ont porté à contribuer si puissamment au dénoûment rapide de la campagne? car ce n'est qu'à la suite de sa démarche que l'armée principale et le corps du général Rozycki passèrent sur le sol étranger. Tout semblerait dire que son but était avant tout de trouver un asile. »

Le colonel Samuel Rozycki après son heureux retour de la Lithuanie, avec le corps de Dembinski, fut promu le 3 août au grade de général et nommé commandant de la force armée de trois palatinats du midi, c'est-à-dire : de Kalisch, de Cracovie et de Sandomir. Ces provinces abondaient en tout, hommes, vivres, chevaux et matériel militaire; mais les chefs étaient incapables ou malintentionnés : c'est assez de faire mention du perfide général Stryienski auquel Skrzynecki, malgré l'évidence de ses forfaits et les reproches des patriotes, n'a pas daigné ôter le commandement des réserves. Januszewicz, président de la commission du palatinat de Sandomir agissait seul avec activité et il

persista jusqu'à la fin ; mais ses efforts furent infructueux, car les troupes n'étaient point assez nombreuses pour repousser l'ennemi qui venait d'occuper la moitié du palatinat.

Sans entrer dans les détails sur l'armement et l'administration, nous pouvons dire cependant que Rudiger, envoyé pour opérer contre nos troupes au midi, avait quarante canons et quinze mille hommes qu'il divisa en plusieurs détachemens pour occuper à la fois une plus grande partie du pays.

« Qu'avait à faire le général Rozycki, demande dans une note rapide un de ses aides-de-camp ?

1° Detruire des détachemens partiels ennemis ;

2° Entraver leurs mouvemens ;

3° Protéger le palatinat de Cracovie, où se formaient les réserves, où l'on fabriquait les armes et la poudre, où étaient les magasins, d'où venaient toutes les fournitures ;

4° Retenir le corps de Rudiger dans le palatinat de Sandomir et empêcher sa jonction avec Paszkiewicz qui, après avoir passé la Vistule, s'approchait de la capitale par la rive gauche ;

« Hâter l'armement, faire le petite guerre et inquiéter l'ennemi, tel était le soin de Rozycki. Mais malgré le combat gagné sous Ilza, sur un détachement deux fois plus nombreux, à peine a-t-il joint un secours de 500 hommes et de six canons, qu'on lui envoyait de Varsovie, que les troupes moscovites, qui, après la défaite du colonel Kalinkowski, avaient occupé les rivages de la Pilica, s'avançèrent

dans le palatinat de Kalisch, pour atteindre la frontière prussienne. »

» Depuis le 5 août jusqu'au 8 septembre, Rozycki combattit sans relâche et sut conserver les positions qu'il avait prises. Son détachement augmentait tous les jours, et il se vit bientôt à la tête de six mille hommes; mais la plupart étaient de l'infanterie nouvellement formée et seulement armée de faulx. Nous ignorions toujours ce qui se passait à Varsovie et à l'armée principale ; aussi ne pouvant conformer nos plans aux opérations générales, nous nous bornâmes à ce que permettait notre position, à secourir notamment le palatinat de Kalisch ; les officiers de la légion lithuanienne destinés à organiser l'insurrection dans ces contrées, et qu'on y avait envoyés avec quelques cents hommes de cavalerie, en chassèrent l'ennemi et occupèrent le chef-lieu à deux reprises.

» La perfidie de Stryienski devenait évidente. Le colonel Obuchowicz, envoyé pour inspecter les réserves, assurait que jusqu'au 18 septembre il formerait trente escadrons de cavalerie, et qu'il avait besoin de ce temps pour rétablir l'ordre, car Stryienski désorganisait tout. »

» Le 8 septembre Krukowiecki envoya l'ordre de détruire le pont à Janowiec. Le 10 nous avions perdu les combats d'Iza et de Lipsk, et le lendemain Rudiger en nous annonçant la prise de Varsovie, proposa la soumission. Cette proposition fut rejetée unanimement, elle nous paraissait un subterfuge

de la part de l'ennemi ; mais le capitaine Nieszokoc, arrivé le 12 à Kunow, confirma la nouvelle et apporta l'ordre de Malachowski de conclure l'armistice. »

» La prise de Varsovie n'avait fait aucune mauvaise impression sur nos soldats, car on savait l'expliquer pour le mieux ; mais l'armistice permettant le repos, ne pouvait que produire un mauvais résultat. »

» Il courait des bruits disant que Ramorino s'avançait dans la Lithuanie ; et il nous semblait que toute l'armée prendrait cette direction pour affaiblir l'ennemi, en lui abandonnant les huit palatinats encore dans la fermentation, et qu'elle se jeterait dans des contrées nouvelles pour y chercher d'autres ressources. Telle était l'opinion générale. Je conseillai à Rozycki de répandre sur la ligne de démarcation les insurgés de Cracovie et de Sandomir, de couvrir par là nos mouvemens ; de passer la Vistule avec tous ceux qui pouvaient combattre, après avoir enlevé toutefois les munitions, la poudre, l'argent, en un mot tout ce qu'il fallait pour la guerre ; et de joindre secrètement le corps de Ramorino ou l'armée principale. Les partisans laissés en Pologne auraient inquiété l'ennemi et lui auraient inspiré des craintes sur divers points du royaume ; les forteresses de Modlin et de Zamosc avec leurs fortes garnisons lui auraient fait voir que la prise de Varsovie n'était que la prise d'une ville de Pologne. Mais Rozycki persista à remplir les

instructions qui lui avaient été données et voulant défendre le palatinat de Cracovie, répondit que si l'armée principale se portait sur la rive gauche, pour tenter la reprise de Varsovie, il était indispensable de conserver notre position. »

» Il n'était pas à concevoir pourquoi le général Ramorino ayant facilité le passage à Kazimierz, reculait le long de la Vistule sur Zawichost. Une lettre que son chef d'état-major, le colonel comte Vladislas Zamoyski, adressait au général Rozycki, ne nous donnait aucun éclaircissement. Nous citerons ici cette lettre envoyée par un exprès à Kunow le 16 septembre à neuf heures du matin.

« Rachow, le 15 septembre 1831.

» Le général Ramorino poussé par les forces supérieures (?!) de Rosen pense traverser la Vistule à Zawichost et joindre M. le général. Nous avons un besoin urgent d'un pont et M. le général Ramorino vous prie de le faire construire au plutôt. Envoyez nous aussi des munitions, dont nous manquons complètement (?), et deux canons de position pour couvrir notre passage à Zawichost »

Cependant Ramorino passa en Gallicie le lendemain sans attendre la réponse de cette lettre.

Il est bon d'insérer ici l'extrait de la lettre de Morsztyn, notre agent plénipotentiaire à Cracovie, adressée au général Rozycki. « *La nouvelle*, écrit-il, *que les moscovites sont à Sandomir, m'a épouvanté ;*

s'ils ont passé la Vistule sur nos bateaux, pourquoi Ramorino ne l'a-t-il pu faire lui-même? Malheureux! quel est notre sort! nous avons à combattre non seulement l'ennemi, mais des voisins en apparence neutres; mais les perfides et les incapables! Ces derniers sont ceux qui nous portent le plus de coups!...

» La désolation s'empara de notre petit corps à la nouvelle de l'émigration de Ramorino. Nous reculons alors vers les montagnes Sainte-Croix, et une plus grande désolation commence à s'emparer des autorités administratives. Pour remédier à ce mal, on projette d'établir un gouvernement provisoire qui prenne des décisions définitives. Pour comble de malheur le manque de petite monnaie produisit la détresse dans les troupes. On voulait en frapper à Bialygon; mais les circonstances firent manquer cette entreprise. Pour résister à ces événemens extraordinaires, il fallait avoir recours aux mesures extraordinaires; mais l'autorité alors existante n'en était pas capable. »

» Sur ces entrefaites Rosen se présente devant nous qui n'avions que 3,500 hommes, avec plus de 35,000 hommes de troupes régulières. Rozycki a commis une grande erreur en envoyant pour assurer le passage de la Vistule, toute la cavalerie sous le commandement du général Kaminski, car l'incapacité et le peu de courage de cet officier supérieur causèrent notre défaite à Szkalmierz et contribuèrent à l'enlèvement d'une grande partie de l'infanterie à Pinczow. »

» Nous nous réfugions en Gallicie avec 1,500 hommes, et Rozycki ne voulut pas consentir à emporter la caisse qui contenait environ cinq millions flor. pol. Il la confia à la sollicitude des présidens des palatinats et des commissaires plénipotentiés et particulièrement à Deskur, qui la laissa volontairement, ce me semble, à Cracovie. Rudiger après avoir forcément envahi le territoire de cette petite république que les trois *souverains protecteurs* aiment à nommer *libre, indépendante et strictement neutre*, aussitôt entré dans la ville, parvient à la découvrir et s'en empare. Le traître Stryienski conduit le reste des réserves et les livre à la vengeance de l'ennemi acharné ! »

RÉCAPITULATION ET CONCLUSION.

Résumons ici les observations dont nous avons accompagné le récit des événemens.

Pour réaliser la grande pensée de l'insurrection improvisée dans le quasi-royaume, il fallait insurrectionner le plutôt possible la Lithuanie avec toutes les provinces qui n'attendaient qu'un moment favorable pour secouer le joug de l'oppresseur commun, et reformer avec nous un grand corps social ; il fallait partout proclamer les droits de l'homme, en un mot il fallait avant tout faire sentir les bienfaits de la liberté à plus de vingt millions d'habitans du sol polonais, et le colosse du nord se serait bientôt écroulé. Mais il était trop petit le nombre de nos

propriétaires de terre qui avaient compris les paroles que le grand Rousseau adressait il y a soixante ans à leurs aïeux plus injustes encore. « *Nobles polonais*, leur avait dit ce citoyen du monde, *soyez plus, soyez hommes; alors seulement vous serez heureux et libres; mais ne vous flattez jamais de l'être tant que vous tiendrez vos frères dans les fers.* »

On ne fit pas cela à cause de cette aristocratie qui ne permet jamais aux talens supérieurs de se développer avec leur énergie révolutionnaire et qui voulut placer sur son front privilégié la couronne qu'on avait fait tomber de la tête du tzar. On ne fit pas cela soit à cause de mauvaises intentions cachées soigneusement, soit par une faiblesse de caractère, soit par un défaut de lumières dont on appelait les œuvres des œuvres de prudence et de raison. On ne voulut pas tirer tous les avantages des exploits militaires, ni des circonstances favorables qui se présentaient à l'intérieur et à l'extérieur, pour rendre possible une victoire décisive sur l'ennemi; et on le laissa venir sous les murs de la capitale. Et quand on l'eut abandonnée cette capitale, n'y avait-il plus moyen de prolonger encore la guerre et de sauver cette révolution qui étonna l'univers et força à l'admiration même nos ennemis? Est-ce que Varsovie était le palladium de notre cause? Mon cœur est trop ému pour que je ne revienne pas, malgré moi, sans cesse, à ces déplorables événemens.

Loin d'attribuer à la diète la volonté d'abandonner tout-à-fait la cause nationale, je prétends

que si, malgré son imprudence d'avoir autorisé Krukowiecki à conclure un arrangement tendant à la pacification, on n'avait pas été trop généreux pour respecter la capitulation et pour ne pas faire brûler le pont de Praga; si au lieu d'aller à Modlin et de dépouiller cette forteresse des vivres qui auraient suffi à la garnison pour très long-temps, on s'était dirigé vers Siedlce pour rejoindre l'élite de l'armée que commandait Ramorino et pour concentrer par là les forces au nombre de plus de 50,000 hommes et de 150 pièces de canon, sans compter quelques mille de prisonniers qu'il fallait retenir pour ne pas renforcer l'ennemi; si l'on s'était porté de suite sur la rive gauche, où il arrivait sans cesse de la Gallicie de nombreux volontaires qui avaient seulement besoin d'être organisés, ce qui n'aurait pas été difficile; alors je puis dire que nous aurions eu encore quelques probabilités en notre faveur, et que du moins le triomphe des moscovites aurait pu être contesté encore très long-temps. Égaux, quant au nombre, nous n'aurions pas tenu compte de la supériorité de l'artillerie ennemie; l'enthousiasme aurait remplacé les canons, comme l'a prouvé tant de fois la poignée de braves que commandait l'intrépide Dwernicki.

Après avoir commis cette grande faute, fallait-il, arrivés à Modlin, croire à la bonne foi de l'ennemi qui n'avait pris Varsovie que par astuce, et entamer des négociations avec lui? fallait-il croire que le tzar fier de ses conquêtes vantées dans l'orient,

» enfin le corps de Rozycki sur la Pilica et une forte
» garnison de Zamosc ; et de plus les insurrections
» non domptées encore de la Lithuanie nous font
» espérer de nouveaux secours. Au commencement
» de la campagne nous n'étions pas si nombreux.
» Nous n'avons commencé la lutte contre le géant
» devant lequel tremblait l'Europe entière qu'avec
» vingt mille soldats au plus, nous la continuons,
» depuis près d'un an, et nous ne désespérons pas
» encore du sort de la patrie. »

Oui, moi aussi, j'ai dit plus d'une fois qu'il ne fallait pas désespérer, qu'il nous était possible sinon de vaincre, du moins de contester encore long-temps le triomphe des moscovites, peut-être jusqu'à ce qu'enfin les peuples cessassent d'abandonner à la bienveillance du ciel le soin de nous aider. Mais ici en faisant ces remarques, je suis loin de dire que c'est de là seul que dépendait le salut de la patrie ; car ce n'est pas en effet des positions et manœuvres purement militaires qu'il dépendait dans les premiers momens. Peut-être même le trop de valeur qu'on y attachait fut-il une des principales fautes ; car au lieu de faire une guerre révolutionnaire, on faisait une campagne militaire. C'est pour cela qu'au lieu de suivre la marche des événemens, de se jeter en Lithuanie, d'agir offensivement d'après la nature de la révolution, on calculait et on choisissait des positions, on se gardait à la défensive, on permettait même impunément d'entrer en transactions secrètes avec

Diebitsch. Wawer, Dembe-Wielkie, Iganie, les plus beaux momens de la guerre ne furent dus qu'au mouvement offensif que l'armée fit en avant. Et pourtant on devint sourd à cet appel puissant, on méconnaissait cette grande leçon de l'expérience.

C'est que partout dans le cercle de nos personnages dirigeans, il manquait une grande idée, une forte conception de ce que réclamait l'époque, il n'y avait pas d'inspiration révolutionnaire. Certes ce ne sont ni les forces des moscovites, ni notre faiblesse matérielle qui ont causé notre ruine. C'est en vain que la force physique faisait des prodiges; la mesquinerie, la pusillanimité et aussi la mauvaise volonté qui dominaient tous nos conseils civils et militaires, annulaient l'effet des miracles opérés sur les champs de bataille, par le courage sans bornes de nos braves soldats. Les pouvoirs directeurs, la diète, le gouvernement, leurs enfans, les généralissimes (18) au lieu de se retremper dans les inspirations sublimes des masses, faisaient tout ce qui leur était possible pour étouffer ce feu sacré.

Ce qui nous perdit c'est la volonté qui laissa partir Constantin, qui envoya Lubecki à Saint-Pétersbourg, qui créa la dictature, qui permit à celle-ci d'entrer en pourparlers avec le tzar, de perdre deux mois précieux, d'attendre l'arrivée de Diebitsch sous les murs de Varsovie, qui resta tranquille à l'inactivité de Skrzynecki, qui enfin repoussa pendant la durée

de la révolution, toute mesure populaire, qui oublia le peuple et qui ne fit pour les masses que des proclamations sonores mais toujours équivoques et tardives. Cette volonté siégeait entre les quatre murailles, où se tenaient les débats de la diète, car c'était elle qui était le foyer du pouvoir, qui dirigeait, créait, permettait, assoupissait, paralysait tout. Sous le tonnerre des canons, à l'attaque de Varsovie, elle se contenta de sauver les formes de la monarchie constitutionnelle : elle était charmée de ce que les ministres responsables du second dictateur, irresponsable de sa création, restaient fidèles à la légalité, aux formes, en donnant tous leur démission au moment du danger. Au lieu de décreter l'armement de plus de vingt mille hommes du peuple de Varsovie qui demandaient des armes pour courir sur les remparts, elle, la diète, s'occupait de délibérer qu'un général qui n'est pas conseiller d'état ne pouvait pas porter la parole dans son sein, et, enfin elle se plia aux vœux de l'iscariote Krukowiecki.

Et si j'attache quelque importance à l'idée qu'au lieu d'aller sur Modlin, il fallait se jeter avec désespoir sur la Lithuanie ou sur la rive gauche de la Vistule, ce n'est pas pour l'avantage de gagner telle ou telle position, mais parce que nos puissans seigneurs, obligés de quitter les palais de Varsovie, n'auraient pas eu d'autre gîte que celui que le peuple leur aurait offert. Ils se seraient mêlés à lui ou plutôt ils auraient perdu là cette fausse auréole, ce faux prestige d'illusion qui les entou-

fait. Leur existence éphémère se serait éclipsée devant la puissance populaire ; car dès qu'ils auraient été obligés de vivre au milieu des paysans, non pas dans les salons de la capitale, dès lors peut-être aurait daté le triomphe des intérêts de ces pauvres paysans. Et si les seigneurs étaient trop pourris pour se raviver dans l'esprit du peuple, on pouvait espérer qu'il serait sorti de ce contact une étincelle qui aurait allumé le feu révolutionnaire, étouffé jusque là par l'action continuelle des pusillanimes égoïstes. C'est pour cela que je crois qu'il aurait été salutaire pour l'œuvre du 29 novembre, que la révolution se débordât au milieu du pays. Peut-être aurions nous commencé alors une seconde ère vraiment révolutionnaire. Les milliers de villages habités par le peuple auraient été autant de capitales à défendre, si le peuple avait vu là son affranchissement, et un changement de systême en sa faveur, alors il aurait triomphé et des moscovites et des nobles ses plus véritables et ses plus proches ennemis.

La cause principale de toutes les révolutions avortées, et de la misère du peuple toujours constante, qui est partout la grande antipathie pour les réformes sociales, exista chez nous toujours la même et dans tous les temps. A cet égard quelques faibles symptômes partiels ne prouvent rien. C'est à cette antipathie aussi qu'il faut attribuer la non-réussite de Kosciuszko. Un polonais, témoin oculaire de cette insurrection, confirme expressément ce que je dis,

en s'exprimant ainsi : « Les nobles désiraient ardemment être délivrés de leurs oppresseurs, mais » c'était de l'armée qu'ils attendaient cet effort et » ils ne se donnaient eux-mêmes aucun mouvement. L'idée seule d'une levée générale de paysans » faisait trembler la plupart des propriétaires. Ainsi » en contradiction avec leurs propres sentimens, » ils flottaient entre les vœux qu'ils faisaient pour » l'indépendance et la crainte de perdre leurs droits » usurpés. Cette indécision étrange paralysait les » opérations. »

Donc il faut que je repète encore ici les grandes paroles du citoyen de Génève, qui était plutôt encore citoyen du monde entier : « *Nobles polonais soyez plus, soyez hommes ; alors seulement vous serez heureux et libres ; mais ne vous flattez jamais de l'être tant que vous tiendrez vos frères dans les fers !* »

NOTES

NOTES.

I.

Dans mes récits de l'attaque de Varsovie et de la conduite de l'armée principale, je me suis appuyé sur :

1° La *Relation de l'attaque de Varsovie dans les journees des 6 et 7 septembre* 1831, *par le général Uminski*. Paris, chez Treuttel et Wurtz, rue de Lille, n° 17. 1832.

2° Les *Mémoires officiels sur la Pologne. Précis des négociations entre le maréchal Paskiévitsch et le commandant en chef de l'armée polonaise, après l'évacuation de Varsovie, par un témoin oculaire* (*Joseph Kruszynski*, ci-devant conseiller d'état au bureau diplomatique). Léipsick chez Léopold Michelsen et Paris chez Jules Rénouard, rue Tournon, n° 6. 1832.

3° *Gazeta Narodowa* (Gazette Nationale), publiée par un des membres de la diète à Zakroczym, dont plusieurs numéros contiennent des pièces officielles et des renseignemens particuliers recueillis sur le lieu même.

Quant au corps détaché du général Ramorino, un des officiers de ce corps m'a fourni une note que j'ai cru de mon devoir d'insérer entièrement. Ces observations sont fondées sur la brochure publiée par le général Casimir Malachowski, commandant en chef *ad interim*. Cette brochure a pour titre : *Quelques mots concernant les ordres donnés par le général en chef de l'armée polonaise au corps du général Ramorino, après l'évacuation de Varsovie*. Paris chez Hector Bossange et compagnie, libraires, Quai Voltaire, n° 11. 1832.

Quant au corps commandé par Rozycki, un des aides-de-camp de ce général m'a fourni une note rédigée en plus grande partie d'après le rapport officiel publié en polonais sous le titre :

Zdanie sprawy narodowi przez Samuela Rozyckiego. Bourges chez Souchois et compagnie, rue Jacques-Cœur, n° 10.

II.

Voici la lettre que j'ai adressée le 7 juillet 1832 au rédacteur du *Messager des Chambres* sur la question polonaise et le prince Adam Czartoryski, et dans laquelle je crois avoir tracé en quelques mots le caractère de cet homme :

« Monsieur,

Je ne puis dissimuler mon étonnement sur l'article que vous avez inséré dans votre journal du 4 de ce mois n° 188 ayant pour titre : *Question polonaise*, et il ne s'agit cependant que du prince Adam Czartoryski, ci-devant président du gouvernement national de Pologne en 1831. Voici quelques passages de cet article :

» Un journal dépendant a reproduit sans réfutation ni observation un article de la *Gazette d'Augsbourg*, tendant à justifier le système cruel et despostique de la Russie à l'égard de la malheureuse Pologne.

» On aime à penser que cette reproduction officieuse ne va pas jusqu'à l'approbation des conséquences sanglantes qu'a su en tirer le gouvernement russe. Cependant puisque ce cabinet croit pouvoir justifier l'abus qu'il fait de son odieux et honteux triomphe sur la nationalité polonaise, il faut au moins ne pas lui laisser les argumens qu'il a cru pouvoir puiser dans la prétendue adhésion du prince Adam Czartoryski aux plans et aux vues antérieures de l'empereur Alexandre.

» Après toutes les preuves de courage, de dévoûment à sa patrie et de désintéressement absolu qu'a donnés *l'illustre exilé* pendant sa trop courte administration ; il n'est ni juste ni bon de laisser planer sur son caractère la plus faible imputation qui puisse le compromettre pour un avenir où ses talens et ses vertus peuvent redevenir utiles à son pays. »

On lit dans la continuation de cette prétendue *question polonaise* quels devaient être les motifs qui ont attaché le prince Czartoryski avec un autre seigneur polonais à la cour de Saint-Pétersbourg. Ces motifs devaient être notamment l'abandon de la Pologne par Napoléon et les promesses solennelles faites par Alexandre en faveur de ce pays. Mais quand l'autocrate du nord, dit-on, après avoir rencontré des obstacles dans la noblesse moscovite pour l'accomplissement de ses promesses et de ses propres *vœux* (?!) leva le masque, ce fut pour les patriotes trompés, mais non complices de ces artifices, le signal d'un éloignement sans retour.

» Czartoryski voyagea à l'étranger ; c'est ainsi que finit la *question polonaise*, jusqu'à ce qu'il eût trouvé l'accasion de venir rapporter sa tête et sa fortune de prince sur l'autel de la patrie. Sa pauvreté dans l'exil n'a pas pour lui moins de gloire que la pourpre royale que lui eût peut-être imposée la reconnaissance de ses concitoyens, si la France et l'Angleterre eussent mieux senti leur force et leur devoir, et n'eussent pas laissé périr la nationalité polonaise :

Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni !

C'est ce que le prince Adam a le droit de répéter avec un noble orgueil. »

Je dois un peu de reconnaissance à Czart. et c'est pour moi un devoir aussi sacré qu'agréable de l'avouer ici ; mais cela n'empêche pas mon opinion d'être indépendante ; car lorsqu'il s'agit des plus chers intérêts de la patrie, je sais distinguer mes sentimens et mettre de côté mes égards particuliers. *Omnes omnium caritates amor patriæ superat.*

Je suis loin de vouloir défendre l'article de la *Gazette d'Augsbourg*, n'étant pas de ceux qui appelaient pendant notre révolution Czart. *l'aiguille magnétique qui se tourne toujours vers le nord ;* mais d'abord en qualité de polonais qui préfère

le bonheur de son pays aux faveurs des grands, et qui connaît l'opinion répandue en Pologne qui prétend que ce n'est pas le patriotisme qui porta Czart. à s'éloigner de la cour de Saint-Pétersbourg et à quitter le ministère ; enfin en qualité de témoin oculaire et auriculaire de tout ce qui passait durant la révolution, pourrais-je souffrir sans mériter les remords de ma conscience, sans manquer à ma conviction et à la vérité, qu'on le présente comme un modèle de courage, de dévoûment au pays et de désintéressement sans bornes ? Non certes. L'histoire appréciera mieux toutes ses actions et les capacités dont il a fait preuve ; mais quand je l'entendis vanter si haut et si injustement, je crus qu'il m'appartenait ainsi qu'à tout polonais franc et libre, de provoquer appel de ces louanges, sans délai. C'est, ce me semble, rendre un service important au bien public que de ne rien dissimuler et de juger librement les personnages qui ont joué certain rôle, pour ne pas à l'avenir retomber dans les mêmes fautes, que nous venons de commettre. Soyons francs et ouverts, c'est là le type du caractère polonais, et la postérité en profitera ; autrement l'expérience que nous avons acquise sera tout-à-fait perdue pour les générations futures qui doivent être plus heureuses que nous.

Je soutiens donc que les vertus et les talens de Czart. ne peuvent plus désormais devenir utiles à son pays ; car il est clair que toutes les personnes qui conduisaient tant bien que mal la révolution sont déjà usées. De quelle utilité peuvent être les individus qui n'étaient qu'entrainés par la révolution ? Il faut pour l'avenir de la Pologne des hommes d'un caractère ferme et résolu, qui, sans être au fait des subterfuges de la diplomatie, comprennent l'esprit et les besoins du temps, croyent à leur force et soient profondément convaincus que l'humanité ne peut rétrograder. Tel n'était et ne peut jamais devenir Czart. et je n'hésite point à faire sur sa conduite les remarques suivantes :

1. J'aime à croire que c'était un pur patriotisme qui l'attacha à la cour de la Moscovie, mais je le demande : n'était-il

pas alors du devoir de chaque patriote, de chaque citoyen polonais de rester dans l'état de protestation contre le décret du congrès de Vienne plutôt que d'accepter avec empressement les promesses d'un monarque élévé dans la haine pour le nom polonais? Czart. n'est-il pas assez instruit dans l'histoire du pays pour savoir que les tzars moscovites se signalaient toujours par leur perfidie envers nous? Enfin c'est une extrême faiblesse, c'est une extravagance que de croire aux bons sentimens d'un souverain absolu. Il connaissait bien les intérêts de la Pologne, il devait donc savoir que le plus grand danger la menaçait de la part de la Moscovie. Il ne devait jamais douter un instant de sa résurrection et il ne devait pas la livrer entre les mains du plus puissant et du plus acharné de ses ennemis.

2. En passant sous silence qu'il était du nombre de ceux qui ont appelé *triste* l'immortelle nuit du 29 novembre 1830, et qu'obéissant à la volonté du tzarevitsch, il se mit à la tête d'une députation, sans aucun mandat, dans le dessein d'entamer des négociations; qui ne sait pas que c'est lui qui créa principalement le dictateur, et que par l'influence qu'il exerça sur lui, il est en partie responsable des fautes ou des perfides menées de ce dernier? Qui ne sait qu'il manifesta dès l'abord pour la paix autant d'amour que Chlopicki? Plus tard même il ne voulait pas que la guerre sortît des limites du quasi-royaume, quoiqu'il fit quelquefois publier des proclamations sonores. Malheureusement elles ne sont que des monumens historiques sans effet, car elles étaient toujours publiées trop tard.

3. Il laissa dans les emplois des hommes suspects, qui paralysaient la révolution. Il suffit de mentionner ici le comte Joseph *de la Rivière* Zaluski, ci-devant colonel aide-de-camp du tzar, curateur de l'université de Cracovie, qui après avoir été un des agens du tzarevitsch, dirigea depuis le commencement de la campagne la police militaire près de l'état-major général jusqu'au 15 août, quoiqu'il eût été jugé par le *comité de recherche* comme prévenu d'espionnage. Bref, cet homme veillait à la levée générale de la Masovie et observait l'approche des moscovites comme si le loup devait garder les brebis.

4. Il choisissait au bureau diplomatique qui, je ne sais pas par quelle raison, dépendait exclusivement de lui, des jeunes-gens dont tout le mérite était leur haute naissance et qui ne faisaient que fabriquer périodiquement des fables pour tromper le peuple soucieux du progrès de la révolution. C'est de ce bureau que sortit, par exemple, cette nouvelle que la France et l'Angleterre reconnaissaient notre indépendance. On faisait attendre de jour en jour un courrier avec les dépêches rélatives à ce sujet. N'est-ce pas se rendre coupable envers ses compatriotes qui faisaient tout leur possible pour recouvrer l'intégrité et l'indépendance du pays et leurs propres libertés que de les insulter ainsi?

5. Il défendit long-temps le dévot cunctateur Skrzynecki quoique l'opinion des hommes révolutionnaires, manifestée par les journaux indépendans, demandât sa déposition, aussi bien que le changement et la diminution de son pompeux état-major.

6. Dans aucune branche d'administration il n'a montré ou n'a voulu montrer les talens nécessaires. C'est ce que ne peuvent nier ses plus aveugles partisans.

7. Comme preuve de manque de capacités supérieures et de courage, on peut lui reprocher d'avoir eu le 29 juin l'imprudence de promettre au peuple justement irrité, de punir dans le vingt-quatre heures Hurtig et ses complices, prévenus du crime de haute trahison et, cependant d'avoir après cette promesse retardé leur jugement un mois et demi. C'est ce qui, joint à son indifférence à la revue des troupes du 14 août si féconde en événemens, fut cause qu'il fut malgré lui un des principaux auteurs de la nuit du 15 août. Dans cette nuit au lieu de montrer son énergie, il se sauva dans le camp.

8. Il avait trop de confiance dans la diplomatie, à laquelle il semble s'être accoutumé à la cour de Saint-Pétersbourg, où il passa une grande partie de sa vie. La nation polonaise avait dans son sein des forces suffisantes pour reconquerir son indépendance; mais Czart. ne voulait pas les employer toutes, car

il redoutait le grand mouvement révolutionnaire dans lequel le parti populaire aurait sans doute remporté la victoire sur le parti aristocratique.

9. Il était regardé par notre aristocratie comme son coryphée; et sans doute celui qui, sous le gouvernement déchu depuis 1815, conseillait continuellement l'institution des sénateurs héréditaires, par l'introduction des majorats, favorisa l'aristocratie et en donna des preuves en persécutant le parti populaire, en s'opposant aux améliorations sociales et en s'efforçant de borner indirectement la liberté de la presse.

10. *La pauvreté de son exil*, dit-on, *n'a pas pour lui moins de gloire que la pourpre royale que lui eût peut-être imposée la reconnaissance de ses concitoyens, si la France et l'Angleterre eussent mieux senti leur force et leur devoir*, etc. Sans contredit il a perdu beaucoup de biens, mais il y a des milliers de polonais qui ont perdu plusieurs ou tous les membres de leurs familles, morts en combattant pour la patrie, ou qui gémissent captifs dans les déserts de la Sibérie, et dont les veuves et les orphelins en bas âge sont sans pain, tandis que Czart. peut encore vivre à son aise des biens-fonds qu'il possède dans la Gallicie Autrichienne. Qui donc a plus sacrifié; ces patriotes ignorés ou ce Czart. dont les journaux ne cessent d'entonner les louanges? je le demande à tout homme impartial. Du reste les sacrifices de tous nos seigneurs n'ayant pas pour but le bien général, mais l'exploitation de la majorité, ne peuvent avoir aucun mérite.

Il faut ici remarquer qu'il n'y avait personne dans la révolution qui voulût offrir la couronne à Czart., car elle était destinée par l'ensemble de la coterie aristocratique à l'archiduc Charles d'Autriche. Pendant qu'on traitait à ce sujet avec la cour de Vienne, il y avait à Varsovie, même parmi les aristocrates, un parti qui accusait le *prince Adam* d'aspirer au trône et de négliger la négociation entamée; mais il est à croire que ce n'était que l'ignorance de l'état des choses qui a fait naître cette inculpation, car Czart. lui-même fit soigneusement

tenir secrètes toutes les communications diplomatiques, dont Nicolas avait cependant sans doute, la connaissance par ses agens à Vienne, à Berlin, à Londres et à Paris; car il croyait que faire ignorer à la nation ce qui se passait dans les cabinets des rois c'était là agir en sage diplomate.

Ah! il n'est que trop vrai que les peuples durant notre lutte n'ont pas assez senti leurs forces et leur devoir; mais nous pouvions vaincre, je le repète, sans les secours de la France ou de l'Angleterre, si nos chefs avaient mieux compris leur haute mission et l'intérêt du peuple qui les avait tacitement honorés de sa confiance sans bornes. La diète qui avec un mandat anti-révolutionnaire s'arrogea la souveraineté de toute la nation et voulut la représenter, quoiqu'elle n'eût été que l'organe des privilégiés, est responsable de tous nos malheurs; mais parmi les membres du gouvernement national, comme puissance exécutive, c'est Czart. qui mérite le plus de reproches, comme on peut le concevoir d'après ce que je viens de dire.

11. A présent quand quelques uns des représentans du grand peuple d'Albion entrent dans nos vues et élèvent, quoique un peu tard, leurs voix énergiques pour notre cause; quand les O'Connell protestent contre le contrat de la foire monarchique de Vienne qui, morcelant en 1815 pour la quatrième fois notre patrie, voulut en dorer le joug et étouffer l'esprit national; quand on commence à reconnaître l'iniquité de tous ces brigandages politiques, dont nous sommes victimes depuis soixante ans, et l'imprescriptibilité de nos droits à l'indépendance et à l'intégrité nationale, pendant ce temps là Czart. s'efforce à Londres (*) de faire ressusciter par la voie diplomatique le

(*) Il s'est formé à Londres, il y a plusieurs mois, une société littéraire des *amis* de la Pologne, sous la présidence du poète Campbell, dont l'âme invisible est Czart. Je ne sais pas à quel point s'étendent les vœux de ces *amis* pour mon pays; mais il est notoire que parmi les polonais appartenant à cette société, il y a des apostats politiques et des fanfarons patriotes qui, n'ayant pu réussir à devenir *usufruitiers* de notre révolution, réclament avec Fergusson le congrès de Vienne et leurs biens confisqués, ne songeant pas avec O'Connell à

quasi-royaume des huit palatinats, comme si tel avait été le but de notre révolution et non la Pologne intègre et indépendante de 1772! Il tâche d'anéantir de nouveau l'état de protestation qui excite la vive sympathie de l'Europe pour la nation polonaise et qui seul peut faire espérer la renaissance et l'indépendance de la Pologne.

Telles sont les preuves de courage, de dévoûment à la patrie et de ce désintéressement sans bornes qu'a donné Czart. pendant sa *trop courte administration*, qui pourtant dura huit mois et demi. Et à présent je voudrais bien savoir s'il a le droit de répéter ou même s'il veut répéter avec un noble orgueil :

Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni?

Veuillez croire, M. le Rédacteur, que ce n'est que l'amour de la patrie et de la vérité qui m'ont dicté ce peu de mots; car il m'est impossible de garder le silence, quand on ose prêcher si haut le panégyrique des hommes qui ont méconnu le bien général, et qui par leur imbécile temporisation ou par leur funeste égoïsme, égarant la révolution, n'ont que trop contribué à la catastrophe qui a plongé mon pays dans un abîme de malheurs inouis. *Suum cuique.*

Votre impartialité, etc.

J.-N. Janowski,
ci-devant fonctionnaire au ministère des finances
et rédacteur de la *Gazette de Pologne.*

---

nos droits imprescriptibles, à l'intégrité et à l'indépendance nationale. La preuve en est dans la publication qu'a fait cette société des débats sur la question polonaise dans le parlement anglais au mois de juin dernier, où le discours d'O'Connell est omis par mauvaise foi. Cette société a plusieurs branches : celle de Paris rivalise avec le centre qui est à Londres. Son influence sur les journaux tant anglais que français s'est fait sentir plus d'une fois; après la protestation de la *société*

C'est moi qui ai parlé jusqu'ici; à présent, sans rien ajouter, je fais parler le gouvernement de Czart. lui-même d'après les communications officielles que Sarrans, jeune, et Cabet viennent de publier dans leurs ouvrages, communications dont les autres membres du gouvernement national n'avaient aucune connaissance.

«... Nous nous sommes reposés sur la noblesse et la sagesse » des cabinets; en nous y fiant nous n'avons pas tiré parti de » toutes les ressources qui s'offraient intérieurement et exté- » rieurement. Pour gagner l'approbation des cabinets, mériter » leur confiance et obtenir leur appui, nous ne nous sommes » jamais écartés de la plus stricte modération qui a paralysé » bien des efforts. Sans les promesses des cabinets nous aurions » pu frapper un coup qui peut-être eut été décisif; mais nous » crûmes qu'il fallait temporiser.... »

Voilà comme on faisait ramper nos bien-nés émissaires dans les antichambres des rois, pour mendier leur assistance diplomatique, et comme on paralysait des efforts du généreux peuple polonais, conformément, à ce qu'il paraît, aux instructions données par Lubecki avant son départ à Saint-Pétersbourg. Voilà tout le mystère de la non-réussite de notre révolution aussi belle que juste : ses faiseurs coupables se condamnent eux-mêmes par ces paroles à la malédiction de la postérité, et c'est un arrêt sans appel. Misérables et effrontés qu'ils sont, ils veulent encore passer pour patriotes!

Que les peuples donc aident une fois la malheureuse Pologne; sans recourir aux cabinets des potentats qui sont autant de forges de chaînes pour eux tous, et sans adresser des vœux impuissans à la bienveillance du ciel, quand viendra le

---

démocratique polonaise, publiée dans le Morning-Herald du 6 juin dernier, contre tous les traités depuis 1772 morcelant la Pologne, elle s'éleva à un tel point, qu'aucun journal de Paris ni de Londres ne voulut insérer la présente lettre. Je n'avais plus d'organe pour donner à cette pièce la publicité, car la sage et courageuse *Tribune Allemande* n'existait déjà plus.

grand jour qui sonnera l'heure de sa résurrection. Qu'ils ne se laissent pas tromper par des promesses équivoques, qu'ils ne permettent plus que *conserver la nationalité polonaise* n'eût pas d'autre sens que de donner accueil à l'émigration ; qu'ils remplacent par leur alliance celle des autocrates et qu'ils fassent de la Pologne le mur de la Chine pour l'Europe civilisée!

III.

C'est un malheur que de vivre trop long-tems. On peut sans contredit compter au nombre des hommes auxquels s'applique cette maxime, Julien Ursin Niemcewicz. Qu'aurait-on dit de lui, de Chlopicki, etc. s'ils n'avaient pas survécu à la nuit du 29 novembre? rien autre chose, si non : *grand citoyen! grand général! patriote!* etc. Mais hélas! nous ne dirons pas cela aujourd'hui, car le temps altère les idées et refroidit le cœur, et les hommes ne sont plus les mêmes.

Le nonce à la diète de la Livonie, jadis si populaire dans tout le pays, et ennemi si acharné des seigneurs, créa la dictature de concert avec eux, et voulut encore la soutenir lors même qu'elle succomba par sa perfidie évidente. Dans la diète constituante de quatre ans il tonnait avec Naruszewicz contre les aristocrates qui trahissaient le pays et appelait sur leur tête le glaive de la justice. Quarante ans sont passés depuis cette époque, et le même Niemcewicz étouffe l'opinion révolutionnaire dans les esprits faibles, par ses philippiques contre la liberté de la presse.

Il soutient donc ainsi l'aristocratie dont il n'a point quitté le seuil et les tables depuis plusieurs années, et par là il devient son zélé partisan, d'adversaire acharné qu'il était auparavant.

Présenter la nécessité de se porter dans la Lithuanie de punir les Lubienski et les autres auteurs de la fuite de Mathieu Lubowidzki, ce Séjan du Néron du Belvedère, d'instituer un tribunal révolutionnaire pour juger les anciens et les nouveaux espions et les traîtres de toute espèce, c'était dans son opinion un

crime de haute trahison. L'aristocratie et Chlopicki n'en voulaient pas entendre parler, et Niemcewicz accablé par l'âge n'avait pas assez de force pour apprécier ces pensées et en conseiller l'exécution. Il a désiré sans doute la Pologne entière et indépendante ; mais il a désiré que cette Pologne recouvrât son ancienne indépendance et l'intégrité des ses frontières sans effusion de sang (c'eut été un miracle); mais son désir n'était point de repandre également pour tous dans le peuple polonais des institutions populaires sages et utiles. L'opinion générale et l'honneur de citoyen américain faisaient espérer autre chose de lui ; et la Pologne a besoin de faire quelque chose de plus que de secouer le joug étranger !

Juge partial de la première révolution française, il ne vit dans les hommes du mouvement, dans les vrais révolutionnaires que des hommes avides d'or et d'honneurs, et prenant sa vision pour la réalité, il s'effrayait lui-même et effrayait les autres par le tableau de scènes sanguinaires sortant de la ligne de la détestable modération. Dans son élan intempestif, il anathématisait tous ceux qui se rassemblaient en un corps, sous la dénomination de *société patriotique*, pour délibérer ensemble sur le bien commun ; à présent ce sont ceux-là qui ont le moins à craindre le jugement de l'histoire ; il les nommait *clubistes*, pour les faire mépriser par ceux qui, ignorant l'anglais, croyaient que *clubistes* voulait dire *conspirateurs* : selon lui toute la nation après le 29 novembre n'était qu'une société patriotique, tous les habitans sans exception étaient patriotes ; c'est donc outrager toute la nation, disait-il, que de former des *clubs* particuliers.

Son âge et son nom littéraire prêtaient à chacune de ses paroles un caractère de vérité qui lui attiraient une confiance aveugle : car chez nous, comme encore presque par tout, on ne demande pas *ce qu'on dit* et *comment on dit*, mais *qui le dit ;* comme si la vérité avait seulement son siége dans les têtes privilégiées ; comme si l'avis sage ne pouvait sortir que d'une bouche généralement connue. C'est là ce qui a enfanté cette

maudite modération, sous le voile de laquelle les hommes antirévolutionnaires et les simples partisans du gouvernement déchu agissaient librement, pendant tout le cours de la révolution. C'est de là qu'ont pris naissance contre la société patriotique les déclamations des amis de la paix et de la Moscovie, déclamations que l'ignorance croit de son devoir de répandre dans toute l'Europe.

Ce vieillard incorrigible, ennemi de l'émancipation des masses, est parti de bonne heure pour l'étranger, mais les résultats de ses démarches se sont ajoutés aux effets des autres fautes et des autres perfidies : et le pays seul en a souffert.

C'est ainsi que Niemcewicz qui passait pour un des plus renommés amis de notre nationalité jusqu'au 29 novembre, cet homme qui semblait avec son ardent amour de la patrie éclairer tout de ses connaissances et de son expérience, s'éteignit peu-à-peu dans le feu révolutionnaire, comme s'éteint la faible lumière de la lune en face du soleil. Mais il n'est pas le seul qui s'éclipsa et c'est précisement ce qui fait sa consolation.

Après le triste dénoûment de la révolution il appela les émigrés de l'Angleterre en leur conseillant de s'embarquer pour l'Amérique. Sa voix désespérée résonna parmi les rochers d'Albion, mais elle ne put émouvoir les cœurs plus jeunes et plus ardens de ses compatriotes. Les Antipodes libres nous auraient sans doute offert un asile amical; mais l'asile seul n'est pas le but de nos vœux... Nous sommes enfans de l'Europe, nous en voulons faire partie....

Ceci démontre encore que dans les mouvemens politiques, il faut se garder autant que possible des conseils et des actions des hommes accablés par l'âge; qu'il ne faut pas s'attacher aux noms historiques et aux personnes illustres, mais aux principes, à la cause de l'humanité, car ceux-là trompent ordinairement; et les autres quand ils sont bons ne trompent jamais.

(On peut consulter aussi le journal allemand *Deutschland* du 21 février 1832, n° 24, publié à Strasbourg par Harro Harring).

IV.

Que d'autres apprécient toutes les opérations militaires de Skrzynecki : je dirai seulement que se mêlant des affaires du gouvernement, il commença sans aucune autorisation de la diète ou du gouvernement national par négocier secrètement avec Diebitsch, une démarche aussi honteuse que perfide et qu'il n'eut jamais l'espoir de pouvoir vaincre les agresseurs sans les secours de l'étranger, espoir qui fait tout entreprendre et souvent triompher. Le beau stratagème de Wawer qui semble encore le défendre uniquement dans l'opinion publique, ne lui appartient point. Un chef de partisans, nommé Léon Drewnicki ayant eu l'occasion de reconnaître les positions de l'ennemi cantonné dans des forêts voisines, donna des renseignemens suffisans au quartier-général et obtint alors la permission de conduire l'armée pendant l'obscurité de la nuit. Ce soldat citoyen assure que ce n'est que par l'inexécution de son plan que l'ennemi ne fut pas tout-à-fait anéanti.

Sic vos non vobis aratra fertis boves...
Hanc ego victoriam feci, tulit alter honores !

C'est ce que Drewnicki peut répéter, à ce qu'il paraît, consciencieusement.

V.

Voyez la *Gazette Nationale* publiée au camp de Zakroczym après l'évacuation de Varsovie avec la devise : *La Pologne n'est pas encore perdue.* Comme ce nombre, dit ce journal dans son cinquième numéro du 15 septembre, paraît exagéré à plusieurs personnes, nous nous hâtons de donner des éclaircissemens pour prouver qu'en effet l'état des hommes prêts au combat, d'après la conscription faite le 19 août dernier était le suivant : L'armée principale se composait alors de

	47,699 hommes,	9,284 chevaux excepté ceux d'artillerie.
Dans les garnisons des forts il se trouvait	12,892 hom. et env.	1,000 chevaux.
Le corps de Rozycki avec les détachemens qui sont retournés de la Lithuanie se composait environ de	8,000 hommes et	2,000 chevaux.
Or il y avait en total.	70,000 hom. et env.	12,000 chevaux.

Ajoutons à cela, continue le même journal, la garde nationale de Varsovie ; ajoutons les forces qu'on pouvait rassembler de différens palatinats, de celui de Cracovie et nous aurons la conviction que le nombre (de 80,000 hommes) statué par le ministre des affaires étrangères (dans le rapport présenté aux chambres réunies le 11 du même mois) est exact si nous le prenons en général. Notre révolution vierge encore ne connaît pas d'autre langage que celui de la vérité ; la diplomatie polonaise s'en servira toujours aussi. (Voir sur la diplomatie la note II sur Czartoryski).

VI.

Après la nuit du 15 août, la diète effrayée, non par le mouvement populaire que les circonstances n'ont que trop justifié, mais par le terrorisme militaire, suite des divisions causées par Skrzynecki et par la demande que fit Henri Dembinski de la dictature absolue (ce qui aurait sans doute provoqué la

réaction dans la ville et la guerre civile), a mis les rênes du gouvernement entre les mains de Krukowiecki, nommé pour la seconde fois gouverneur de Varsovie au moment des troubles, par Czartoryski. On le nomma *président irresponsable avec les ministres responsables*, ce qui selon les constitutionels par excellence n'était pas autant que dictateur. D'après la décision de la diète Krukowiecki avait voix décisive au conseil des ministres, tandis que ceux-ci n'avaient que voix délibérative. Mettant de côté ces attributions on pourrait cependant en partie justifier cette démarche de la diète et alléguer plusieurs motifs qui l'ont portée au choix de ce nouveau chef du gouvernement.

Krukowiecki était un de ces hommes de guerre qui n'avaient pas joui des faveurs du tzarevitsch avant la révolution. Après le 29 novembre devenu gouverneur de la capitale, il la fortifia le mieux possible. Il se montrait sevère envers ses subalternes ; et c'est précisément à cause de cette rigueur qu'il était craint, obéï et même estimé. Tous les bons patriotes approuvaient sa conduite; d'autant plus que nous manquions d'hommes capables de nous sauver par leur énergie, uniquement en poussant la révolution par leurs actions promptes sur le champ de bataille. Il montrait aussi un désintéressement qui semblait venir d'un vrai patriotisme. Le plus vieux de tous les généraux de division, il dit aux membres de la diète après la chûte de Chlopicki : « Ne faites pas attention à l'ancienneté et aux grades ! qu'un tambour nous conduise au combat ! nous le suivrons ! » Eh c'est lui qui a voté le premier pour l'élection au commandement en chef de Skrzynecki, qui la veille avait été nommé général.

Ce n'est que par respect pour ce principe : *audiatur et altera pars* que je viens d'avancer tout ceci. Maintenant jettons un coup d'œil sur sa conduite dans les derniers temps, pour le connaître sous son véritable point de vue. Je dis *son véritable point de vue* car, selon moi, les mauvaises actions d'un homme effacent toutes ses bonnes actions antérieures.

Son avénement à la présidence contentait la majorité par la

seule raison que la centralisation du pouvoir, dans un moment si décisif et immédiatement après la dissolution de l'hétérogène et faible quintumvirat paraissait indispensable. Il n'y avait que peu de citoyens qui, voyant dans son caractère une possibilité de chance dangereuse, semblaient s'y opposer. De ce nombre étaient les membres de la société patriotique qui le 16 août ont formé le projet d'un comité suprême qui devait adopter le nom de *convention nationale*, et l'ont communiqué à plusieurs membres de la diète pour choisir conjointement avec eux des hommes dévoués à la révolution. Krukowiecki l'apprit aussitôt, mais il ne s'en effraya point, car le lendemain les principaux auteurs de ce projet étaient mis en prison, en vertu du *mémorable* ordre du jour de l'aspirant à la dictature (*), comme prévenus d'avoir excité un mouvement populaire dans la nuit du 15 août. Cependant élu chef de la révolution, le premier usage qu'il fit de son terrible pouvoir fut pour faire fermer la société, ce qui le débarassant de ce puissant obstacle, lui permit de régner selon son bon plaisir. Ne pouvant légalement faire condamner les détenus à mort, ni les envoyer à la forteresse de Modlin, il tâcha, quand le tribunal militaire les eut acquittés, de les appaiser par tous les moyens possibles. Mais pour ne pas déplaire a d'autres partis, il résolut de satisfaire à tous, en nommant aux places importantes des

(*) « *L'instruction de ce procès* (c'est ainsi que s'exprime le général Dembinski dans cet ordre) *et la sentence qui en sera la suite, ne devront pas, pour arriver à leur achèvement, dépasser un délai de cinq heures, à compter du temps où l'acte de mise en jugement sera connu des prévenus La peine que le jugement aura prononcée sera exécutée immédiatement après la sentence.* (Suivent les articles du code militaire sur lesquels devait être basé le jugement de mort). *Le président de la cour martiale choisira le lieu dans lequel elle tiendra audience.....* »

Jamais passion astucieuse et sanguinaire n'a mieux su envelopper de formes légales la pensée d'un assassinat juridique ! Voir *la nuit du 15 août 1831 à Varsovie* par Jean Czynski. Paris chez Paulin place de la Bourse 1832.

individus de différentes opinions politiques qu'on ne doit cependant pas regarder comme chefs d'opinions (*).

La plupart s'en rejouissaient, mais les esprits pénétrans voyaient bien que tout cet amalgame n'aboutirait à rien. Nous ne nous arrêterons pas ici à la nomination de Théodore Morawski qui, à son retour de Paris en juillet après avoir été fait député de Kalisz et avoir augmenté le nombre des prédicateurs de la *doctrine*, a obtenu le portefeuille des affaires étrangères, pour *assurer l'Europe de l'énergie du nouveau chef du gouvernement*; ni à celle du comte Pierre Lubienski au commandement de la garde nationale. Nous en parlerons autre part. Nous nous contenterons d'en citer quelques unes. Voici les preuves. Il a nommé :

1° Commandant de la garde de sûreté de la capitale qui montait à 20,000 hommes le lieutenant-colonel Joseph Zaliwski qui jouissait d'une certaine popularité, comme un des auteurs du 29 novembre, et comme partisan;

2° En remplacement du nommé Gerlicz, l'avocat Xavier Bronikowski, vice-président de la municipalité de Varsovie. Ces fonctions ont été confiées à Gerlicz (qui les remplit aussi aujourd'hui) par le gouvernement des cinq, je ne sais pour quelles raisons, puisque son attachement aux moscovites était trop connu. Bronikowski avait avant le 29 novembre acquis une popularité dans la ville, pour avoir plaidé dans l'affaire du nommé Janiszewski, convaincu d'avoir battu Charles Woyda, président de la municipalité, conseiller d'état, homme détesté de toute la ville;

3° Gaëtan Garbinski, ministre des cultes et de l'instruction

(*) Il n'y avait dans notre révolution effectivement que deux partis: le parti populaire, c'est-à-dire les vrais révolutionnaires, et le soi-disant parti modéré qui se composait du parti aristocratique et du parti constitutionnel; ces deux partis renfermaient tous les doctrinaires, demi-patriotes, égoïstes, riches propriétaires, peu éclairés, sans principes, ne croyant qu'aux noms des personnages illustres, hommes de la paix, antirévolutionnaires, partisans masqués de la Moscovie,

publique. Cet homme comme directeur de l'école préparatoire à l'institut politechnique et depuis la révolution comme président du conseil municipal avait donné beaucoup de preuves de patriotisme et d'énergie dans ses fonctions ;

4° Le professeur de l'université Romuald Hube, maître des requêtes au conseil des ministres. C'était un des plus actifs rédacteurs du journal aristocratique l'*Union*, et un des plus zélés admirateurs des institutions féodales ;

5° Thadé Krempowiecki son aide-de-camp. Cet officier d'artillerie du corps de Dwernicki, membre de la société patriotique, a été persécuté par Skrzynecki pour avoir censuré ses opérations dans la *nouvelle Pologne*, et il acquit quelque célébrité, lorsque la diète l'arracha à la prison où l'avait jeté la volonté arbitraire de ce généralissime.

Voyons quel usage il a fait de ces nominations :

Zaliwski qui était le plus capable d'armer et de conduire tout le peuple au combat, a été envoyé, avec 300 hommes sans une seule bouche à feu, à Gora pour empêcher à plusieurs mille de moscovites le passage de la Vistule et ne fut point remplacé. Il fut éloigné parce qu'il avait mis au jour les mauvaises intentions de Skrzynecki et de Chrzanowski et parce qu'il avait demandé la destitution de ce dernier de la place de gouverneur de la capitale.

Bronikowski ne pouvait rien faire dans les journées de crise, car il était sous la domination immédiate de Chrzanowski.

Krempowiecki n'était pas admis aux mystères et par conséquent ne pouvait révéler aux patriotes rien de positif sur ce qu'on tramait en secret.

Garbinski n'avait rien à faire pour le moment, et par l'influence de Krukowiecki, il fut remplacé par le fameux déclamateur classique Louis Osinski. Cet homme plein de talens et d'amour de la patrie aurait pris dans son ancien emploi des mesures énergiques pour faire résister toute la population à l'ennemi, tandis qu'Osinski reconnaissant envers Krukowiecki à cause de son élévation, ne faisait qu'ajouter de

belles phrases à ses proclamations. Le 8 septembre il alla complimenter le futur prince de Varsovie, avec du sel et du pain, à la tête du conseil municipal, composé pour la plupart des égoïstes boutiquiers. « La bouche ne dit pas toujours ce que sent le cœur ! » lui dit Paszkiewicz et l'interrompit.

Mais ce n'était pas assez de paralyser l'administration et de s'assurer de l'impossibilité de résister dans les barricades et dans les bâtimens fortifiés aux bouts des rues principales, il fallait encore mettre des entraves aux mouvemens de l'armée. Krukowiecki avait le droit de nommer le généralissime à son gré. Mais par les motifs dont je viens de faire mention, il ne nomma qu'un remplaçant dans la personne du vertueux général Casimir Malachowski qui par son âge avancé aurait dû s'excuser de cette charge difficile. Pour chef d'état-major il donna à ce vieillard le général Lewinski qui remplissait autrefois les mêmes fonctions auprès du plus infame des hommes, Roznieck, directeur de la haute police secrète du tzarevitsch (*). Le premier jour de l'attaque Malachowski a donné des ordres que Krukowiecki a désaprouvés; le lendemain l'un ne voulait rien faire par lui-même et l'autre n'était pas présent. Comme il n'y avait pas parmi les officiers-généraux (dont la plupart s'occupaient de placer leurs épouses sous la protection des consuls étrangers) un génie supérieur qui ait pris le commandement en chef, on se battit comme à tâtons. Et cependant on voit à présent une quantité d'ex-chefs militaires qui se disent capables

(*) « Lewinski désirant plutôt voir finir la lutte que de nous voir triompher, s'était éclipsé du champ de bataille le 7 septembre, sans s'occuper de rien, et ne se gênait pas de dire dans la nuit même où Berg pressait la capitulation : *qu'il fallait en finir, que la* FARCE *ne durait que depuis trop-long-temps déjà.* » Uminski rapporte ce fait à présent et alors il lui permettait pourtant de continuer ses importantes fonctions, après l'évacuation de Varsovie, sans faire cette révélation. Lewinski finit bien par ce système de paralysation qu'avait introduit le secrétaire du dictateur, Alexandre Krysinski. Les relations de celui-ci, qui depuis faisait parti de l'état-major de Skrzynecki, avec un individu qui s'était échappé avec Lubecki pour aller à Saint-Petersbourg, pourraient expliquer bien des choses.

du commandement dans une position, où il n'y a rien à commander. *Ut sæpe magna ingenia in oculto latent!*

Krukowiecki travaillait le jour et la nuit pour se faire des partisans, pour gagner les bonnes grâces de la diète, des journalistes et de ceux qui exerçaient quelque influence sur l'opinion publique, cette maîtresse de ceux qui gouvernent. Pour le prouver je trouve bon de dire ici que la veille de l'attaque, il m'a cité pour avoir inséré dans la *Gazette de Pologne* un article intitulé: *Le salut de la patrie.* Il m'a accordé l'audience avant beaucoup de personnages *distingués*, des officiers supérieurs et quelques membres du ministère. Dans un entretien qui dura une heure environ, à l'occasion de l'article dont nous venons de parler, il répéta plusieurs fois qu'au lieu de le dégoûter il fallait avoir en lui une confiance entière, si l'on désirait sincèrement le salut de la patrie; car les moscovites ne craindraient que ses cheveux blancs. « Vous prétendez avec l'auteur de l'article M. Krainski, me dit-il, qu'il n'y a que quatre partis, je vous déclare qu'il y en a huit et le neuvième se forme, mais je saurai les prendre tous par la tête » — Et puis après un instant de réflexion il continua: » Je ne suis pas du nombre de ces hommes révolutionnaires dont vous voulez m'entourer, je ne sais pas même ce que c'est qu'un homme révolutionnaire; mais c'est moi qui ai su conserver l'esprit national dans l'armée avant le 29 novembre; je suis donc bon polonais, *je ne puis cependant faire ressusciter le cadavre que vous m'avez donné....* » Je lui ai répondu simplement que les journaux ne méritaient son attention qu'autant qu'ils étaient les organes de l'opinion publique ou de la raison; que je n'avais fait que remplir consciencieusement le devoir de rédacteur en manifestant avec indépendance l'avis qui m'avait paru bon et que mes conseils pouvaient être acceptés ou rejetés. Après quelques mots de réplique, notre entretien commencé avec une voix foudroyante, finit par des complimens de sa part.

Donnons encore un exemple du désir de Krukowiecki de se gagner l'approbation générale: quand il n'était encore que

gouverneur militaire de la ville, étant d'un caractère impétueux, il eut le malheur de frapper un des plus riches propriétaires, nommé Pawlowicz, parce qu'il n'était pas sorti au premier appel d'un garde, d'une cour où on allait placer des prisonniers de guerre. Cette démarche excita beaucoup de murmures contre lui, mais l'affaire, malgré l'accusation de l'offensé, ne se poursuivit pas devant le tribunal. Sitôt qu'il fut devenu président du gouvernement, il se présenta en personne chez Pawlowicz et le pria au nom de la patrie de lui pardonner. Cette politique populaire ou la feinte de cette politique, lui fit une grande popularité dans Varsovie et un grand nombre de partisans.

Enfin il est bon d'ajouter ici, d'après le contenu des rapports officiels, que déjà après la première entrevue qui avait eu lieu entre Prondzynski et Dannenberg, et à laquelle avaient assisté deux officiers supérieurs, l'un d'eux le lieutenant-colonel Pierre Wysocki, quand on lui a présenté le rapport fait par Prondzynski, a dicté au procès-verbal :

a) Qu'il s'était entretenu une heure avec le moscovite, seul à part et sans les deux arbitres qui devaient y assister avec lui, et

b) Que Krukowiecki dans son entrevue au camp sous Wola, avec le tzarevitsch Michel, Paszkiewicz, Toll et Berg et à laquelle Prondzynski avait aussi pris part, il avait d'eux reçu l'assurance que le tzar était prêt à joindre au royaume établi par le congrès de Vienne les terres qui lui ont été ôtées en 1807.

De tous ces récits il résulte que le peuple de Varsovie, que toute la nation a été trompée par l'activité et les paroles de Krukowiecki, lorsqu'elle pouvait espérer de voir en lui après tant de vicissitudes de la fortune, le sauveur de la patrie, prêt à succomber à la tête de l'armée dans les mêmes remparts, où les moscovites, comme il le disait dans ses magnifiques proclamations, devaient trouver leur tombeau. Il s'ensuit que cet homme a violé lâchement son serment solennel de combattre

jusqu'au dernier moment, et qu'il n'a fait usage de son activité qu'à l'avantage de l'ennemi.

Il y a des hommes qui doutent encore de la trahison de Krukowiecki ; mais je crois que c'est avoir trop de conscience: car, en passant sous silence la lettre de soumission complète à laquelle il pouvait se croire être autorisé par la diète, qu'on m'explique ses ménées équivoques depuis le 17 août, sa propre jactance et principalement sa conduite dans les journées des 6 et 7 septembre ; qu'on résolve du moins les questions suivantes :

Pourquoi a-t-il dans des momens si importans pour la défense de la capitale, confié la place du gouverneur au général Chrzanowski, dont le peu de croyance en notre cause lui était connu et dont tout bon patriote et notamment Zaliwski ne cessaient de demander la destitution ? Pourquoi a-t-il empêché l'armement de la garde de sûreté, éloigné son commandant de Varsovie, et rendu par là l'insurrection des habitans impossible lorsque la crise est venue? Pourquoi malgré l'espoir de l'attaque n'a-t-il pas fait revenir Ramorino à Varsovie menacée ? Pourquoi lorsque les remparts étaient dégarnis de troupes a-t-il encore diminué les forces de deux régimens durant le combat, sous le prétexte de pouvoir conserver la tranquillité de la ville, quoiqu'il n'y eût point de symptômes de troubles ?

VII.

Comme je parle ici du *nonce* et que cette dénomination paraît étrange à la langue française qu'il me soit permis de dire quelques mots sur la composition de la diète.

La diète polonaise se composait de deux chambres, celle des sénateurs et celle des nonces, comme il y avait autrefois dans la république nobiliaire *senatores* et *nuntii terrarum*. Dans le sénat qui n'est autre chose que la chambre des pairs, pouvaient siéger les *princes du sang royal*, âgés de 18 ans, les évêques des diocèses, les sénateurs palatins et les sénateurs castellans nommés par le roi. Les titres de ces derniers ont varié avec le

temps. La chambre des nonces se composait en plus grande partie des *nonces* c'est-à-dire des délégués de la noblesse et des *députés* envoyés par les communes. On voit donc que la diète n'était qu'une assemblée des représentans des privilégiés de quelques mille, de quelques hommes seulement, quoique son manifeste du 20 décembre 1830 ait été intitulé : *Manifeste du peuple polonais*. Son mandat antirévolutionnaire ne pouvait être légalisé que par les mesures les plus révolutionnaires pour le salut de la patrie.

VIII.

Jean Kilinski, maître-cordonnier et propriétaire à Varsovie a insurrectionné cette ville en 1794 ; s'étant mis à la tête des ouvriers il est parvenu, à l'aide d'une poignée des troupes polonaises, à en chasser plusieurs mille soldats moscovites. C'était le retentissement du signal de l'insurrection générale, donné par Kosciusko à Cracovie le 24 mars. Le patriotisme, la bravoure et le bon sens dont il avait fait preuve en cette occasion, lui ont valu le grade de colonel. Tombé entre les mains des prussiens, il a été livré aux moscovites pour aller avec d'autres patriotes, expier dans les cachots de Saint-Pétersbourg son amour pour la patrie opprimée. Son souvenir sera toujours cher au peuple de Varsovie. Aussi dernièrement la société patriotique voulut elle en profiter et par des honneurs décernés à sa mémoire, elle chercha à faire sortir du sein du peuple quelques hommes d'un cœur énergique ; mais malheureusement la fausse direction que la révolution venait de prendre et le système adopté n'ont permis à qui que ce soit, ni de se signaler ni de répondre aux vœux des patriotes. Kilinski a laissé des mémoires qui malgré la simplicité du style se recommandent par le plus pur patriotisme et la haine de toute oppression.

IX.

Ce comité était composé de : Joachim Lelewel, *nonce* à la diète ; Jean-Olrich Szaniecki, *député* à la diète et Casimir-Alexandre Pulaski le plus actif des vice-présidens de la société patriotique; Vincent Cyprysinski et Jean-Népomucène Janowski, rédacteurs de la *Gazette de Pologne*, remplissaient les fonctions de secrétaires. Nous présentons ici la copie de l'*appel aux peuples* que ce comité délivrait aux citoyens compromis voulant chercher asile chez l'étranger :

« Eu égard à la position des citoyens, qui ont activement servi la révolution de Pologne, et que leurs vertus civiques et leur dévoûment à leur patrie exposent à la haine implacable des ennemis de l'indépendance de la Pologne et de la liberté universelle, nous nous empressons de faire appel aux sentimens généreux des peuples amis de cette cause, en les invitant à vouloir bien accueillir avec fraternité le citoyen polonais *N. N.*

Ayant sacrifié tout ce qui lui était cher dans sa patrie, au grand but de l'humanité, il a droit à la protection des peuples pour qui la cause de la liberté est sacrée.

Zakroczym le 15 septembre 1831.

Le *nonce* Cantorberi Tymowski et le *député* Valentin Zwierkowski, tous les deux membres de la société patriotique, signèrent aussi quelques uns de ces appels.

X.

Je raconte ce fait d'après les *mémoires officiels*. Bonaventure Niemolowski, président du gouvernement national de ce temps, nie par sa lettre, datée de Bruxelles le 8 septembre 1832 et publiée dans une brochure polonaise, que le gouvernement avec les chambres se soient éloignées du quartier-général pour faciliter les arrangemens avec Berg, et ajoute, que sur la proposition qui lui a été faite par Rybinski de remettre le pouvoir

suprême dans ses mains, il avait déclaré qu'il avait reçu le pouvoir de la diète pour l'exercer et non pas pour le transmettre à qui que ce soit; que jamais il ne le ferait, sinon par contrainte, par force majeure ou par une révocation de la diète; et qu'enfin il avait conseillé à Rybinski de parler à ce sujet avec le maréchal de la diète. Mais Rybinski a-t-il eu quelque conférence avec le maréchal? Niemoiowski n'en sait rien.

XI.

Après la dissolution de la diète quelques uns de ses membres y restèrent encore. Parmi les patriotes qui représentaient alors à ceux-ci et aux officiers bien intentionnés, la nécessité urgente de faire arrêter tous les commandans de régimens qui avaient voté pour rester sur la rive droite de la Vistule, et de changer absolument le commandant en chef, on remarqua François Grzymala, homme de lettres, membre de la société patriotique. Il rédigea le projet de se transformer en confédération armée pour exécuter de suite le passage du fleuve et marcher les armes à la main au midi du royaume. Ce projet fut signé par un nombre considérable de militaires; mais l'auteur n'insista pas beaucoup sur son exécution et ne voulut, à ce qu'il paraît, que laisser un monument historique.

XII.

(a) Bonaventure Niemoiowski et le maréchal de la diète, comte Vladislas Ostrowski, doivent savoir où sont passés les fonds de la caisse civile. Le restant des fonds de la caisse militaire est resté près de l'état-major général, le dernier généralissime en doit un compte.

(b C'est un de ces quatre frères qui remplirent des rôles si importans dans notre révolution. Leurs noms sont: Henri, Thomas, Thadé et Pierre. Leur père le comte Felix Lubienski, ci-devant ministre de la justice dans le duché de Varsovie avait

acquis l'estime du pays, notamment à cause de l'établissement d'une école de droit et de sciences administratives à Varsovie. Mais les fils ont dégénéré de leur père. Ces hommes riches avaient beaucoup de relations avec la noblesse avant la révolution. Le prince Xavier Lubecki, ministre des finances, a fait renaître le commerce et l'industrie du pays. Henri Lubienski est devenu directeur de la *Banque polonaise*. Dans cette place il apprit à spéculer, et en peu de temps il n'a pas trouvé mauvais d'établir conjointement avec ses frères une grande maison de commerce, et d'ajouter à son titre de comte, celui de marchand, bravant ainsi le faux préjugé des nobles polonais. Comme la banque polonaise dépendait immédiatement du ministère des finances, il se pliait sous tous les rapports aux vues du prince Lubecki et suivait sa politique; peut-être ce ministre lui a-t-il laissé après son départ pour Saint-Pétersbourg (le 10 décembre 1830) quelques instructions à suivre; sa conduite dans la révolution qui vient de lui valoir auprès du tzar le grade de *conseiller d'état* me porte à le croire.

Il serait trop long de donner les détails sur la conduite de cette famille depuis le 29 novembre. Je me bornerai donc à en tracer quelques traits :

Henri simula dans les premiers jours un grand patriotisme et voulut s'insinuer dans le *club patriotique*, mais n'ayant pu y gagner aucune influence, il s'en retira. Quelques temps après il était nommé membre de la *commission des vivres*. Il y dissipa beaucoup d'argent, car un des moyens les plus efficaces chez les contre-révolutionnaires fut d'épuiser le trésor public qui était avant en bon état. Il fit faire 1,000 chars pour fournir du blé aux magasins qu'on construisait sur la frontière de la Lithuanie, conformément à l'ordre du dictateur, quoique celui-ci n'ait jamais songé à livrer une bataille aux troupes d'un *monarque légitime*, suivant lui, d'autant moins encore dans des contrées si éloignées de Varsovie. Les juifs entrepreneurs n'eurent qu'à se présenter chez lui, il leur accorda tout. Le prix d'un korzec (quatre boisseaux français) d'avoine était de cinq

florins polonais (trois francs) et porté aux magasins il coûtait quarante flor. (vingt-quatre fr.) On bâtit donc à grands frais des magasins pour l'ennemi. Pour donner une idée des abus de Henri Lubienski à cet égard, il suffit de dire qu'un autre membre de la *commission des vivres*, le conseiller d'état Bolesta, voyant les démarches de son collègue, s'en retira et donna sa démission, pour éviter toute responsabilité, car il ne pouvait pas croire qu'on ne demanderait aucun compte dans la suite.

Il y avait assez d'argent dans le trésor public, comme je l'ai dit, mais une partie considérable des fonds se trouvait en papier-monnaie. Les juifs et les spéculateurs changeaient leur papier-monnaie par une précaution d'égoïsme, pour garder l'argent sonnant. Cette échange antipatriotique servit beaucoup le directeur de la banque, et il arriva que manquant enfin de la monnaie, on ne put payer l'armée qu'avec du papier-monnaie. Qu'on s'imagine l'irritation générale des esprits ! je vis des marchands déchirer le papier-monnaie dans leurs boutiques pour en donner une part aux acheteurs. Et les soldats, dont les gages modiques étaient encore diminués, par leurs offrandes patriotiques, comment pouvait-on les payer ?

Mathieu Lubowidzki, vice-président de la municipalité avant la révolution, a été blessé dans la nuit du 29 novembre au châteaudu Belvédère et de suite détenu. Henri Lubienski parvint par ses intrigues à l'acquitter et à le faire partir pour la Silésie prussienne. Cet instrument du despotisme, échappé à la vengeance la plus juste, s'en alla calomnier la révolution à Breslau ; et l'auteur de sa fuite loin d'être puni ne cessa pas de remplir ses importantes fonctions. Au surplus notre intrigant obtint pour Bontani, propriétaire noble de la frontière silésienne, le grade de capitaine avec la croix militaire pour avoir coopéré à la fuite du traitre Lubowidzki. Il fallait épargner les jours de celui-ci pour qu'il fût aujourd'hui récompensé de ses infames services rendus à la tyrannie, nommé conseiller d'état et directeur de police dans la commission (quasi-ministère) de l'intérieur.

C'est ainsi que la perfidie du dictateur et le funeste modérantisme des gouvernans ultérieurs ménageaient les malveillans. Je présentais dans la *Gazette de Pologne* au mois de décembre, la nécessité d'établir un tribunal révolutionnaire; la société patriotique conseilla la même chose un peu plus tard ; mais ni ma voix ni la sienne ne furent écoutées. Les partisans du gouvernement déchu, enhardis par l'indulgence des demi-patriotes qui s'emparèrent de la révolution, criaient de toutes parts : *Point de robespierristes ! point de terreur !* On nous disait : si vous parvenez à établir un tribunal révolutionnaire, c'est vous qu'il égorgera les premiers. Telle était la force des hommes qui se nommaient *patriotes noblement modérés*. On ne voulait pas même punir les espions, dont les crimes étaient patents et prouvés par des papiers enlevés des bureaux du tzarevitsch, de Novosilzoff et d'autres chefs de la haute police secrète. Le vieux Niemcewicz prêchait en faveur du patriotisme des hommes en place, prévenus d'attachement au gouvernement moscovite ; car c'est du patriotisme, disait-il, que de garder sa fonction et de résister aux crieurs jacobins. On peut bien comprendre, je pense, comment notre révolution ayant tant d'obstacles à combattre ne put arriver à une heureuse fin.

L'abbé Thadé Lubienski, était président du comité surveillant les hopitaux militaires. Il donnait tous ses soins aux moscovites, prisonniers de guerre et blessés qui étaient placés dans les hopitaux, se souciant peu de la convalescence de nos guerriers ; car sa maxime était : *La politesse exige que nous donnions la préférence aux hôtes ; les nôtres doivent le permettre!* Ce tartuffe, dignitaire de la cour du pape (*ce prælatus curiæ Romanæ*) et de notre révolution, aspire à présent à l'archévêché de Varsovie et à la primatie de Pologne dévenue province moscovite, et il réussira sans doute, car il a démérité de sa patrie.....

Thomas Lubienski, au commencement de la révolution était vice-président de la municipalité et à la fois ministre de l'intérieur, deux charges tout-à-fait incompatibles ; mais cela était

aussi nécessaire pour faciliter la fuite de Lubowidzki. Puis il fut nommé général et il devint chef de l'état-major général, lorsque Chrzanowski reçut le commandement d'un corps d'étaché, en remplaçant Jankowski. Ceci en dit assez sur son caractère, car on sait quels furent tous les chefs de l'état-major général dirigé par le même système de paralysation. Je ne citerai donc qu'un fait. Avant la bataille d'Ostrolenka, il se laissa entourer par l'ennemi ; mais heureusement les braves de sa division se firent jour au travers des masses moscovites et rejoignirent l'armée nationale. Ce qui atteste mieux encore ses mérites révolutionnaires, c'est qu'il n'eut besoin que de deux heures pour se justifier devant le tzar, dans une audience particulière à Moscou où il obtint non seulement une amnistie complète, mais aussi une gratification avec le permis de retourner en Pologne, tandis que les autres officiers généraux, plus ou moins dévoués aux moscovites ont été envoyés en Sibérie.

Pierre Lubienski obtint sous la dictature le commandement de la garde nationale de Varsovie avec le grade de général. Plus tard il fut obligé de remettre ce poste au sénateur-palatin le comte Antoine Ostrowski, et remplissait seulement les fonctions de chef de l'état-major de cette armée citoyenne, il était néanmoins en état d'influencer désavantageusement les esprits. Enfin c'est assez de dire que Krukowiecki le trouvant plus que tous les autres utile à ses vues, divisa les gardes nationaux et le fit choisir de nouveau commandant. Ostrowski céda et Pierre Lubienski coopéra avec Krukowiecki à la reddition de Varsovie.

XIII.

Voyez la lettre que Bonaventure Niemoiowski alors vice-président du gouvernement a adressée à ce sujet au rédacteur du *Courrier français* dans le numéro 153 de l'année 1832.

XIV.

L'état-major du général Ramorino n'ayant encore aucune connaissance de l'évacuation de Varsovie, songeait à Siedlce à l'établissement du gouvernement séparé. Il voulait mettre à la tête l'ex-président du gouvernement national, le prince Adam Czartoryski, qui s'y trouvait avec le comte Gustave Malachowski, ex-ministre des affaires étrangères, les princes Sapieha, les princes Sanguszko, les comtes Potocki, Rzewuski, Titus Dzialynski et autres aristocrates, afin de démoraliser les braves.

XV.

Cette nouvelle arriva donc au corps 20 heures après l'évacuation de la capitale, et la position de ce corps à une distance de 19 lieues ne lui permettait alors d'arriver à Varsovie que quarante-huit heures après sa capitulation. Ainsi c'est à tort que le général Ramorino prétend dans le 139me numéro du *National* de 1832 : « *Qu'une défense de quelques heures de plus donnait à son corps d'armée le temps d'arriver à Varsovie, où il serait parvenu le 8 septembre à la tête de son avant-garde.* »

XVI.

Il n'y avait donc pas unanimité comme le soutient le général Ramorino dans le *National*. Et la décision ne fut point reçue avec joie, comme il le prétend ; car la brigade du général Zawadzki était décidée à se détacher du corps et à se rendre à Modlin ; elle ne fut retenue que par l'espoir que le général Ramorino suivrait les ordres dont on attendait l'arrivée à chaque moment.

XVII.

La rivière Liwiec en partant du bourg Liw jusqu'à son embouchure dans le Bug est tellement marécageuse, qu'elle ne présente nulle part un endroit guéable pour un corps d'armée.

XVIII.

On chante à présent en Pologne le quatrain suivant :

Le paysan (*Chlop*-Chlopicki) nous a trahis,
Le coffre (*Skzynka*-Skrzynecki) nous a enfermés,
Le corbeau (*Kruk*-Krukowiecki) nous a arraché les yeux,
Le poisson (*Ryba*-Rybinski) nous a noyés.

Ce n'est que trop vrai quant aux chefs militaires. Mais cela ne peut affaiblir ce que j'ai dit sur la diète. J'y ajouterai encore que sa pusillanimité allait à un tel point qu'elle renonça aux trois couleurs (amaranthe, blanc et bleu, depuis la confédération de Bar en 1768) vraiment nationales, et joignit seulement l'amaranthe à la cocarde blanche, signe pacifique de Chlopicki, pour ne pas montrer trop de sympathie avec la France de juillet, aux yeux des potentats de l'Europe. La cocarde tricolore n'était portée que par les membres de la société patriotique.

TABLE.

Au lecteur. *page* I
État des choses avant l'attaque. 1
L'attaque. 9
La retraite de l'armée principale sur Modlin, avec la diète et le gouvernement national. 22
Modlin et Zakroczym. 27
Plock. 38
Szpital. Passage en Prusse. 43
Corps détachés. Ramorino et Rozycki. 51
Leurs passages en Gallicie. 61
Résumé des observations et conclusion. 67
Notes. 77

Fin de la Table.

ERRATA.

Page 2, ligne 4, Après les mots : ses principes, lisez : *qui élevèrent bientôt l'autel à la doctrine.*

Page 20, ligne 7, après les mots : La diète au lieu de répondre vers cinq heures à Berg et à Prondzynski qu'elle attendrait sur ses sièges les événemens de l'assaut, lisez : *au lieu d'autoriser Krukowiecki à conclure un arrangement tendant à la pacification, etc.*

IMPRIMERIE DE J.-P. AUGER, A CONDÉ-SUR-NOIREAU.